
Concurrence régionale au Moyen-Orient: une rivalité entre l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran

Auteur : Sadraimanesh, Karen

Promoteur(s) : Bayramzadeh, Kamal

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2020-2021

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/12806>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



*Concurrence régionale au Moyen-
Orient : une rivalité entre l'Arabie
saoudite, la Turquie et l'Iran*

Travail de fin d'études présenté par Karen Sadraïmanesh en vue de l'obtention
du diplôme de Master en Science politique, orientation générale, à finalité
Relations internationales

Promoteur : Kamal Bayramzadeh

Lecteurs : Alain Grignard et Liridon Lika

Année académique 2020-2021

Remerciements

Rédiger un travail de fin d'études est loin d'être un exercice strictement personnel. C'est pourquoi j'aimerais en guise de préambule à ce travail remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, m'ont aidé à la réalisation de celui-ci.

Je souhaiterais tout d'abord remercier les professeurs Bayramzadeh, Grignard et Lika, les membres du jury de ce travail de fin d'études. Ils furent tous les trois des enseignants passionnants qui, de par leur exigence, m'ont appris à me dépasser. Je souhaiterais remercier plus particulièrement le professeur Bayramzadeh, qui était déjà le promoteur de mon travail dirigé de fin de bachelier, pour son soutien, ses conseils, sa gentillesse et sa disponibilité. Mes études ont commencé il y a vingt ans en Iran. Bien qu'elles s'achèvent à l'Université de Liège, l'Iran reste le sujet principal de mon travail et fait toujours partie intégrante de ma vie.

Je souhaite également remercier l'eurodéputé Marc Tarabella de m'avoir offert l'opportunité de vivre ma première expérience professionnelle à ses côtés au Parlement européen, pour tout le temps qu'il m'a accordé mais surtout pour son humanisme.

Je remercie toutes les personnes qui m'ont aidé depuis que je suis arrivé en Belgique en 2009, mes professeurs d'école et d'université, mes précieux amis, qui ont fait preuve d'un soutien indéfectible durant mes études et qui sont devenus ma nouvelle famille, et mes collègues du Smile.

Enfin, je remercie ma mère, Azam, ma sœur, Kamelia, ainsi que mes neveux, Adrin et Radvin. Ma mère et ma sœur sont les femmes les plus courageuses que je connais. Je leur serai éternellement reconnaissant pour l'amour qu'elles me portent.

Table des matières

Liste des abréviations	4
Introduction.....	5
Méthodologie.....	10
1. Cadre théorique	11
1.1. Réalisme.....	11
1.1.1. La puissance et ses composantes.....	13
1.1.2. Sécurité.....	16
1.1.3. Hégémonie.....	17
1.2. Constructivisme.....	18
2. Le contexte du Moyen-Orient : une crise systémique.....	19
2.1. Facteurs exogènes de la crise : la fin du bipolarisme et la politique américaine.....	19
3. La révolution islamique : un changement de paradigme.....	22
3.1. La politique étrangère iranienne et ses limites.....	22
3.2. Le <i>soft power</i> iranien au XX ^e siècle.....	24
3.2.1. Organisation de la culture et de la communication islamiques (ICRO).....	26
3.2.2. Les opérations médiatiques internationales de l’Iran.....	27
4. La profondeur stratégique de la Turquie.....	30
4.1. Les fondements de la politique étrangère turque.....	30
4.2. Fondation Diyanet.....	33
4.3. Les limites du <i>soft power</i> turc.....	34
5. Puissance douce saoudienne.....	39
5.1. Arabie Saoudite, gardienne des lieux saints de l’islam.....	39
5.2. Puissance financière et économique.....	39
5.3. Diplomatie religieuse : LIM.....	40
6. Les impacts sécuritaires des conflits au Moyen-Orient.....	41
6.1. Le cas du conflit syrien.....	41
6.2. Le cas du conflit yéménite.....	46
Conclusion.....	48
Bibliographie.....	51

Liste des abréviations

- AKP : Parti de la justice et du développement ou en turc *Adalet ve Kalkınma Partisi*
- CCG : Conseil de Coopération du Golfe
- CNS : Conseil national syrien
- COS : Coalition de l'Opposition Syrienne
- FDN : Forces de défense nationale
- GRI : corps des Gardiens de la révolution islamique appelé aussi « Gardiens de la Révolution »
- ICRO : *Islamic Culture and Relation Organisation*
- IRG : *Islamic Revolutionary Guards*
- IRIB : *Islamic Republic of Iran Broadcasting*
- LIM : League islamique mondiale
- OCI : Organisation de la coopération islamique
- ONU : Organisation des Nations unies
- OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
- PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan ou en kurde *Partiya Karkerên Kurdistan*
- PYD : Parti de l'union démocratique ou en kurde *Partiya Yekîtiya Demokrat*
- UE : Union européenne
- YPG : Unités de protection du peuple ou en kurde *Yekîneyên Parastina Gel*
- YPJ : Unités de protection de la femme ou Unités de défense de la femme ou en kurde *Yekîneyên Parastina Jin*

Introduction

Le Moyen-Orient¹ est une région stratégique aux enjeux multiples. Elle est importante tant pour sa richesse en ressources naturelles, telles que le pétrole et le gaz, que pour sa position stratégique qui la place au carrefour de différents continents et civilisations. De par sa nature et son emplacement, cette contrée est composée d'une mosaïque d'ethnicités, de religions, de cultures et de langues qui la distingue des autres régions du monde. Toutefois, sa diversité et sa richesse sont également sources de conflits. Actuellement, le Moyen-Orient traverse une période de crise systémique ayant pour conséquences des guerres civiles et un affaiblissement des appareils étatiques devenus incapables de gérer des crises (la Syrie), la montée en puissance de l'islamisme radical, avec l'émergence et la chute de l'État islamique en Syrie et en Iraq, ainsi que la problématique du terrorisme en Occident.

Cette crise sans précédent est due à des multiples facteurs d'ordre international, régional et étatique. Au niveau international, nous pouvons constater une remise en question de l'ordre qui règne depuis la fin de la guerre froide et la période que les auteurs appellent la « bipolarité ». Avec le démantèlement de l'URSS et la victoire du monde libéral sur le communisme, l'ordre libéral mené par le leadership américain ne connaît plus d'adversaires sur le plan international. Cette période qualifiée d' « unipolaire » a des conséquences majeures dans le monde entier, et notamment au Moyen-Orient. Certains auteurs parlent même de la fin du monde et évoquent le triomphe du libéralisme comme seule solution possible dans le monde. Les États-Unis sont en mesure d'agir seuls en tant que superpuissance mondiale, et il n'y a pas d'autre solution possible que la démocratie libérale comme modèle du système politique. En conséquence, certains ont estimé qu'il n'y aurait plus de conflits avec ce nouvel ordre puisqu'il n'y a pas d'adversaire de taille face aux Américains. Néanmoins, nous observons l'émergence d'une multitude de conflits à travers le monde depuis la fin de l'ordre bipolaire. Pour n'en citer que quelques-uns, nous pouvons évoquer la première invasion de l'Iraq en 1991, la guerre du Bosnie en 1992 ou encore le génocide rwandais en 1994. A cela, il faut ajouter la crise financière de 1997 qui a débuté en Asie du Sud-Est. Enfin, nous ne pouvons éluder l'invasion de l'Afghanistan et celle de l'Iraq respectivement en 2001 et 2003. Ces deux derniers exemples sont particulièrement

¹ Le Moyen-Orient est une appellation d'origine européenne qui désigne, une région comprise entre la rive orientale de la mer Méditerranée et la ligne tracée par la frontière entre l'Iran d'une part et le Pakistan d'autre part. Le Moyen-Orient fait partie de l'Asie occidentale avec la Turquie asiatique, la Transcaucasie et le Sinaï égyptien.

intéressants dans le cadre de ce travail en raison de leurs conséquences majeures au Moyen-Orient, voire au-delà. Ces crises démontrent que, malgré l'absence de tout rival, militaire ou économique, les États-Unis ne sont pas capables de mener des politiques unilatérales sans prendre en compte les spécificités de ce nouveau monde. La projection de la force de ces derniers par une approche réaliste, voire réaliste offensive, laisse des séquelles. En effet, les interventions américaines dans cette zone sont le résultat d'une vision mécanique, que l'on pourrait qualifier de « stéréotypée » ou de « dichotomique » de la lutte du bien contre le mal.

Cette approche réaliste peut également être observée à travers le concept de « *reshaping the greater Middle East* » mené par l'administration de George W. Bush et les néoconservateurs de Washington. En espérant une démocratisation par un effet domino, cet interventionnisme américain a causé le déclin de l'hégémonie américaine et de l'image de ces derniers dans cette partie du monde. Le désengagement américain n'a pas amélioré la situation. Elle l'a même aggravée en laissant le champ libre à des puissances régionales telles que l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite ou encore des acteurs non-étatiques tels que les Talibans en Afghanistan d'entrer dans une nouvelle phase de conflit. Ce retrait peut également être expliqué par la transition de l'ordre mondial et l'émergence des puissances régionales, que l'on peut qualifier de « puissances moyennes ».

La question centrale de ce travail est la suivante : « Comment s'articule la projection de puissance de l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite à travers leurs rivalités mutuelles ? ». Dans le cadre de notre étude, nous nous intéresserons particulièrement à ces trois puissances régionales et à l'usage de ce pouvoir doux et feutré à travers leurs rivalités mutuelles. Comme nous l'avons mentionné précédemment, ces États préfèrent se confronter indirectement, que ce soit par des acteurs interposés (*proxy war*) ou par le biais de leur *soft power* plutôt que de procéder par un affrontement direct de type militaire. Le choix de ces trois acteurs se justifie par plusieurs raisons. Tout d'abord, une analyse complète de tous les pays de la région dépasse largement le cadre de ce travail. Il est en effet difficile de tenir compte de l'impact de la politique de chaque pays composant le Moyen-Orient. Ensuite, la place qu'occupent ces États et leur implication dans les conflits actuels, ainsi que les alliances qu'ils ont créées, sont particulièrement intéressantes. Nous pouvons aisément repérer ces trois protagonistes dans presque toutes les crises que traverse la zone. Toutefois, il existe évidemment d'autres acteurs importants au Moyen-Orient. Par exemple, l'Égypte a toujours été considérée comme l'un des leaders du monde arabe et a longtemps occupé une place cruciale dans la configuration

géopolitique de cette région. Néanmoins, le pays traverse une crise politique majeure, surtout depuis le printemps arabe, et sa situation économique ne lui laisse plus mener une politique d'envergure. Son alignement avec l'Arabie saoudite sur plusieurs sujets, notamment les cas iranien et qatari, est le signe que l'Égypte n'est pas en posture de leader régional.

En ce qui concerne notre cadre théorique, il mêlera à la fois des théories réalistes et constructivistes ainsi que des concepts de *soft power* et de *hard power*. Nous aborderons également des notions telles que la sécurité ou encore l'hégémonie.

Dans le cas iranien, notre point de départ sera la révolution islamique de 1979. En effet, dans l'immédiat de la révolution, l'Iran présentait une double menace pour le Moyen-Orient : le chiisme et la rhétorique révolutionnaire qui avait conduit à une république islamique. Khomeini s'est présenté comme un leader qui défendrait les plus démunis et les opprimés de la région subissant l'injustice des États autoritaires. Cette stratégie fut très mal perçue parmi les dirigeants du Moyen-Orient, une région largement gouvernée par des monarchies autoritaires sunnites avec des minorités chiites au sein de leur population. C'est à partir de cet événement que la relation entre l'Iran et l'Arabie saoudite commença à se détériorer. Le *soft power* iranien présente des caractéristiques particulières. En effet, il existe une dualité entre le président, qui mène la diplomatie internationale du pays, et le Guide suprême, qui s'occupe des lignes directrices de la politique étrangère. C'est également le dernier qui gouverne les outils essentiels du *soft power* iranien, comme les médias. Une autre caractéristique essentielle de cette puissance est sa flexibilité ; elle s'adapte à la population et au pays où elle est déployée. Par exemple, basée sur l'héritage commun, la stratégie iranienne est plus culturelle au Tadjikistan que celle déployée au Pakistan, où elle est axée sur la religion et la solidarité entre musulmans. Nous pouvons également nous intéresser au discours iranien relatif à la région. En ce qui concerne par exemple le conflit israélo-palestinien, la position de l'Iran, consistant à condamner l'Occident qui voudrait déposséder un peuple de son territoire, enthousiasme certains pays du monde arabo-musulman.

De l'autre côté du Golfe persique, l'Arabie saoudite occupe une place importante au Moyen-Orient mais également dans le monde arabe, qui va bien au-delà de cette région, ainsi que dans le monde musulman qui s'étend jusqu'en Asie du Sud-Est. Elle s'impose aussi dans le domaine énergétique grâce à sa place de premier producteur de pétrole dans la région. De plus, les deux lieux saints de l'islam – La Mecque et Médine – se situent en Arabie saoudite.

Ces différents facteurs permettent à l'Arabie saoudite d'être l'un des États les plus influents de la région, voire même du monde. La projection du *soft power* saoudien est réalisée par plusieurs moyens, le premier étant le capital culturel et économique du pays. Riyad est le principal médiateur et la source d'aide financière dans le monde arabo-musulman. L'autre caractéristique principale du *soft power* saoudien est d'ordre religieux. Grâce aux différents réseaux et aux multiples organisations internationales, telle que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) par exemple, elle exerce une influence majeure dans le monde islamique. Ces réseaux sont un moyen d'exporter le wahhabisme que certains considèrent comme étant le *soft power* le plus important de cet État. Cette version rigoriste de l'islam est véhiculée par la League islamique mondiale, véritable instrument de prosélytisme saoudien à l'étranger. Il faut également souligner le tournant majeur qu'a pris l'Arabie saoudite depuis le changement de monarque en 2015, et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Mohammed ben Salmane.

Enfin, nous nous intéresserons à la Turquie. Héritière de l'Empire ottoman, la Turquie a été longtemps le pays référent de la région et du monde musulman. Elle jouit d'une place géostratégique très importante qui lie le continent européen à l'Asie. Cette position s'est révélée cruciale pendant la crise migratoire qui a touché l'Europe et qui continue de l'influencer. Elle fait également partie des États qui contribuent le plus à l'aide humanitaire internationale. Sur le plan culturel, elle dispose d'outils très sophistiqués pour projeter sa puissance douce. Parmi eux, on peut citer les instituts de langue turque créés partout dans le monde ainsi que les médias turcs qui, grâce à leurs séries, séduisent de plus en plus de personnes. Depuis l'ascension de l'AKP² et de son leader Erdoğan, le facteur religieux a pris davantage d'envergure avec pour ambition de gouverner le monde musulman. Elle s'est manifestée il y a quelques mois à travers la réaction du Président turc lors de la republication des caricatures du prophète Mohamed en France ou encore par la prise de position vis-à-vis des causes palestiniennes et ouïghours.

Après une analyse étatique de ces trois acteurs et de leurs modes d'action, nous pourrions nous pencher sur les similitudes et les différences quant à l'usage de leur *soft power*. Nous parlerons de la création des organisations internationales et régionales au sein desquelles ces États répandent leurs idéologies respectives. Il s'agit en l'occurrence de

² AKP : Parti de la justice et du développement ou en turc *Adalet ve Kalkınma Partisi*, abrégé AKP.

l'ICRO (*Islamic Culture and Relation Organisation*) pour l'Iran, de la LIM (League islamique mondiale) pour l'Arabie saoudite ou la fondation Diyanet pour la Turquie. Nous analyserons ensuite la confrontation médiatique entre ces protagonistes.

En conclusion, nous tenterons de démontrer que, malgré un mode d'opération qui se ressemble approximativement, ces politiques d'influence ne sont pas équivalentes en termes d'efficacité. Comme expliqué ci-dessus, l'un des aspects du *soft power* est sa dimension étatique. Or, ces trois pays font face à de sérieuses difficultés internes. L'Iran rencontre des problèmes d'ordre économique et social et il existe une profonde crise relative aux valeurs et aux droits fondamentaux. En Turquie, les réformes menées par Recep Tayyip Erdoğan ont causé des soulèvements populaires massifs ainsi que des vagues d'arrestations inédites. Quant à l'Arabie saoudite, elle peine à s'afficher comme le pays exemplaire du monde arabe malgré les réformes opérées par Mohammed ben Salmane, concédant plus de droits aux femmes et de liberté au peuple. Ces difficultés internes entravent la projection de leur *soft power* car, pour pouvoir séduire d'autres États, il faut avant tout qu'il existe une attractivité et une vénération à leur égard. Enfin, sur les plans régional et international, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie rencontrent d'autres obstacles majeurs, tels que l'extrémisme religieux qui leur est imputé et qui altère fortement leur image internationale.

Méthodologie

Rédiger un travail de recherche en Relations internationales présuppose essentiellement d'articuler un certain nombre d'énoncés théoriques avec les données empiriques offertes par la réalité que le chercheur se propose d'étudier, de comprendre et d'expliquer. Pour répondre à cette exigence, ma méthodologie se fonde sur trois étapes.

La première étape consiste en une étude approfondie des outils que ces trois pays possèdent pour projeter leur *soft power* à des fins de *hard power*. Pour cela, je ciblerai les événements majeurs de la politique étrangère de ces États. Par exemple, dans le cas de la Turquie, la montée en puissance de l'AKP en 2002 est potentiellement l'une des dates-clés pour pouvoir comprendre sa politique étrangère et analyser la projection de sa puissance douce dans la région. Lors de cette première étape, je me base donc essentiellement sur la littérature scientifique. Cela comprend également les rapports officiels des organisations dans lesquelles ces acteurs sont impliqués. Par exemple, pour l'Iran, je procède à une étude approfondie de l'ICRO. Cette première phase me permet également de choisir l'analyse et le cadre théorique censés traduire le mieux le phénomène que j'ai l'ambition d'expliquer.

La deuxième étape consiste en des entretiens. En effet, un travail d'une telle ampleur ne peut pas se baser seulement sur la littérature scientifique. Pour cela, j'ai établi une liste des personnes qu'il serait intéressant d'interviewer dans le cadre de ce projet. Il s'agit donc de données qualitatives qui pourront me permettre d'avoir un autre point de vue sur mon sujet et éventuellement modifier ma problématique. La liste des personnes à interviewer figure dans ma planification. En ce qui concerne les données quantitatives, je me baserai essentiellement sur les rapports officiels. Il m'a semblé judicieux de me pencher sur le montant des investissements des pays impliqués, notamment dans les domaines culturels et religieux. Par exemple, le nombre de séries télévisées produites chaque année par la Turquie est une donnée révélatrice de son désir d'exporter le modèle socioculturel turc. Néanmoins, il convient de relever qu'il est difficile de chiffrer des données de ce type car la plupart des États ne déclarent pas le montant de leurs investissements.

1. Cadre théorique

1.1. Réalisme

Le réalisme qualifie la volonté de considérer l'humain et les rapports sociaux, dont les relations politiques, tels qu'ils sont réellement, par opposition à ce que l'on désirerait qu'ils soient.³ Cette vision des relations internationales peut être qualifiée de pessimiste dans la mesure où elle ne retient que les relations diplomatiques et stratégiques des États, notamment les guerres.

Si le modèle réaliste domine les relations internationales depuis le XX^e siècle, le réalisme moderne tire son origine du développement des États-nations au XV^e siècle.⁴ Machiavel définit l'État comme étant la force du pouvoir exécutif. Son action doit être étudiée à travers la « réalité effective », et non en opposant idéal et réalité.⁵ Thomas Hobbes considère quant à lui que l'État est caractérisé par une volonté de puissance. Les États s'inscrivent dans un cadre marqué par l'anarchie et le désordre ; leur volonté de maintenir ou d'augmenter leur puissance au détriment des autres États est dès lors une constante. Hobbes oppose ainsi radicalement la société internationale et les sociétés nationales. Bien qu'il soit possible d'instaurer la paix au niveau interne grâce au pacte social et à la création de l'État, ce dernier se refuse à croire en une paix durable au niveau international car il ne peut exister de « Léviathan » – une Autorité centrale ou un Prince qui consoliderait un pacte d'association entre les différents États – à ce niveau.⁶ Un tel pacte social ne serait en effet pas possible entre les États puisqu'il impliquerait le renoncement de ces derniers à leur souveraineté, leur fondement même, au profit d'une autorité supranationale.⁷

Contre la pensée idéaliste du XVII^e siècle, Edward Hallett Carr souligne la faiblesse de la Société des Nations et l'utopie d'une fédération mondiale. En effet, la Société des Nations ne reçut jamais l'adhésion des États-Unis et ne perdura que vingt ans. Elle ne parvint pas non plus à ralentir l'expansionnisme du nazisme et à éviter la Seconde Guerre mondiale. Carr

³ Diane Ethier, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 3^e éd., 2006, p. 24.

⁴ Mario Telò, *Relations internationales. Une perspective européenne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 3^e éd., 2013, p. 28.

⁵ *Ibid.*, p. 28.

⁶ *Ibid.*, p. 29.

⁷ Diane Ethier, *op. cit.*, pp. 28-29.

explique cette défaillance par le fait que les quatorze principes énoncés par W. Wilson en 1918 ne sont que le reflet des intérêts de la nation ayant émis cette idée, soit des États-Unis.⁸ Il conclut que la Seconde Guerre mondiale aurait pu être évitée si les États victorieux de la Première Guerre mondiale avaient adopté une attitude réaliste et approuvé des traités permettant à la fois de défendre leurs intérêts et de reconnaître ceux des puissances vaincues.⁹

Hans Morgenthau, autre figure majeure de la pensée réaliste du XX^e siècle, accuse les idéalistes d'intégrer dans leur théorie des aspirations morales alors que le monde se construit sur des forces irrationnelles. Si le monde est caractérisé par des conflits d'intérêts, le seul espoir que nous avons est de trouver un équilibre de ces intérêts. Morgenthau propose six principes de réalisme politique :

- 1) La politique est gouvernée par des lois objectives puisées dans la nature humaine. Il est possible de développer une théorie rationnelle reflétant, même de manière imparfaite, ces lois objectives. Il est également possible de distinguer dans la politique la vérité, ce qui est objectivement et rationnellement vrai, de l'opinion.¹⁰
- 2) La loi objective fondamentale (« *main signpost* ») régissant les relations internationales est le phénomène selon lequel les États agissent systématiquement dans le but de défendre leurs propres intérêts ou leur puissance politique, qui est indépendante de toute aspiration morale, esthétique, éthique ou religieuse, bien qu'ils allèguent généralement agir au nom de ces motivations.¹¹
- 3) L'idée de l'intérêt est l'essence même de la politique ; elle n'est pas affectée par les conditions de temps et de lieu. La politique comprend tout ce qui permet à un État d'affirmer sa puissance et de maintenir le contrôle de l'homme sur l'homme. Les circonstances dans lesquelles s'exerce la politique étrangère peuvent différer mais sa finalité ne change jamais.¹²
- 4) Plutôt que de s'attarder sur les bonnes ou mauvaises intentions, c'est l'action politique elle-même qui doit être envisagée. Le respect des exigences de l'action politique est considéré par les réalistes comme la vertu suprême en politique. Les principes moraux

⁸ Mario Telò, *Relations internationales. Une perspective européenne*, op. cit., p. 46.

⁹ Diane Ethier, *Introduction aux relations internationales*, op. cit., p. 31.

¹⁰ Hans J. Morgenthau, « A realist theory of international politics », in Colin Elman et Michael Jensen, *The Realism Reader*, Londres, Routledge, 1^{ère} éd., 2014, pp. 53-54.

¹¹ *Ibid.*, pp. 54-56.

¹² *Ibid.*, pp. 56-57.

universels ne jouent qu'un rôle négligeable dans l'action politique. Il faut à tout le moins établir une distinction nette entre les idéaux et la politique concrète.¹³

- 5) Les aspirations particulières d'un État ne peuvent être assimilées aux lois morales universelles. De la même manière que Morgenthau établit une dichotomie entre la vérité et l'opinion, il distingue la vérité de l'idolâtrie. C'est le concept d'intérêt défini en termes de pouvoir qui nous sauve de l'excès de la morale et de la folie politique. Si un État poursuit ses intérêts tout en respectant ceux des autres, alors ils leur rendent justice à tous.¹⁴
- 6) Le réaliste croit à l'autonomie de la sphère politique même s'il admet l'importance d'autres sphères et la pertinence de modes de pensée différents. Pour saisir la dimension politique de la nature humaine, il faut la concevoir dans ses propres termes.¹⁵

L'étude des relations internationales nous montre qu'il n'existe pas d'acteur avec une autorité suprême dans le système international, ce qui mène à une anarchie dans laquelle les États évoluent. Cette anarchie est constante et détermine le comportement des États.¹⁶ Autrement dit, il n'y a aucune limite à la compétition entre les différents acteurs internationaux. Selon Raymond Aron, cette caractéristique du système international a donc pour conséquence que le système tend intrinsèquement vers la guerre. Dans ce climat de chaos, l'acteur rationnel tend à augmenter sa puissance afin de diminuer son insécurité pour éviter la guerre. Le but principal est l'accroissement de puissance.

1.1.1 La puissance et ses composantes

D'après Aron, la *puissance* est définie comme « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ».¹⁷ Du point de vue de l'école réaliste, ce qu'un État peut faire en politique internationale est vecteur de la puissance qu'il possède.¹⁸ La puissance d'un État se mesure par des ressources matérielles telles que la taille de son armée et de sa population. Néanmoins, la puissance ne se limite pas exclusivement à des facteurs matériels.

¹³ *Ibid.*, pp. 57-58.

¹⁴ Hans J. Morgenthau, « A realist theory of international politics », *op. cit.*, p. 58.

¹⁵ *Ibid.*, p. 59.

¹⁶ Kamal Bayramzadeh, « Crises et conflits au Moyen-Orient : quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *Études internationales*, vol. 47, n° 2-3, 2016, p. 90.

¹⁷ Raymond Aron, *Peace and war: a theory of international relations*, Londres, Routledge, 1^{ère} éd., 2003, p. 92.

¹⁸ *Ibid.*

Joseph Nye propose une nouvelle typologie qui divise la puissance en trois parties : il s'agit de la puissance douce (*soft power*), de la puissance dure (*hard power*) et de la puissance intelligente (*smart power*). Alors que l'approche que les réalistes ont des relations internationales est de nature *hard power*, les néoréalistes donnent une importance particulière au *soft power*. La puissance d'un État comprend aussi des facteurs et des aspects immatériels, tels que la culture, qui sont parfois plus persuasifs que la capacité militaire. Le *soft power* est le pouvoir de rallier et d'influencer les acteurs sur ce qu'ils veulent, se basant sur la séduction, ou imposer de façon indirecte, faire ce qui leur paraîtrait infaisable en temps normal.

L'idée du *soft power* développée par Joseph Nye a été initialement appliquée à la politique étrangère des États-Unis. En politique internationale, le *soft power* d'un pays repose principalement sur sa culture dans les endroits où elle est attrayante pour les autres lorsque ce pays est considéré comme légitime et faisant autorité morale. Les valeurs politiques sont également importantes, et dans le cas des États-Unis, Nye souligne que la promotion de la démocratie pourrait être considérée comme une valeur fondamentale.¹⁹ Les moyens par lesquels le *soft power* est diffusé ne doivent pas non plus être perdus de vue car les États cherchent à intégrer la notion de *soft power* dans leurs manœuvres diplomatiques, en particulier celles qui visent un public plus large, au-delà des limites des délibérations de haut niveau entre gouvernements.²⁰

D'après Nye, une politique uniquement basée sur le *hard power* peut générer des résultats délétères et contreproductifs (*hard disempowerment*).²¹ En revanche, le *soft power* produit moins de conséquences néfastes et donne une image positive au profit de l'État qui le mobilise, tout en sachant que ce pouvoir peut se manifester d'une façon tangible, par exemple au travers de l'aide alimentaire. Poussé à l'extrême, le *soft power* peut créer une image d'une nation modèle, d'un exemple à suivre, et constitue un formidable outil de prosélytisme. Il faut également souligner que ces deux types de puissances – le *hard power* et le *soft power* – ne

¹⁹ Matthew Kroenig, Melissa McAdam et Steven Weber, « Taking Soft Power Seriously », *Comparative Strategy*, vol. 29, n°5, 2010, p. 414.

²⁰ Joseph S. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, n°1, 2008, p. 95.

²¹ *Ibid.*, p. 102.

sont pas mutuellement exclusifs et peuvent même se compléter ; c'est ce qu'on appelle le *smart power*.²²

Sur le plan international, le *soft power* se manifeste par le multilatéralisme et la coopération (approche néolibérale) ainsi que par le respect des normes internationales et l'égalité des acteurs (approche constructiviste). La notion de *soft power* reflète particulièrement bien l'importance des idées en politique étrangère. Il s'agit d'un concept qui chevauche à la fois la théorie et la pratique, et son utilité est attestée par le fait qu'il est largement répandu parmi les gouvernements. Des chercheurs tels que Ding²³, Gill et Huang²⁴, Paradise²⁵, Lu et Wang²⁶ et même Nye lui-même²⁷ ont beaucoup écrit sur l'exploitation du *soft power* par la Chine. Il s'agit de contributions majeures à la montée en puissance de la Chine sur la scène mondiale. Ils soulignent l'importance accordée par Pékin à l'utilisation des ressources du *soft power*, que ce soit l'organisation réussie des Jeux olympiques de 2008 ou la récente expansion des instituts Confucius dans le monde entier. Le *soft power* est également un outil d'analyse dans les études de la politique étrangère turque²⁸, et a constitué un élément-clé du discours de la politique étrangère turque, tel qu'il était formulé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. Le cas de l'Iran est particulièrement instructif car il montre comment les États autoritaires pratiquent une forme de projection de puissance douce qui est nettement dirigée par l'État. Cette approche *top-down* contraste avec les considérations de Nye sur les échanges culturels à la base, par le biais d'acteurs non étatiques. On peut comparer l'approche de l'Iran avec celles de la Chine et de la Russie en termes de rôle de l'État dans la recherche d'une amélioration de leur image publique sur la scène mondiale, tout en maintenant une autorité stricte dans leurs politiques intérieures respectives. Toutefois, nous

²² *Ibid.*, p. 94.

²³ Voir Sheng Ding, « To build a "harmonious world": China's soft power wielding in the global south », *Journal of Chinese Political Science*, vol. 13, n°2, 2008, pp. 193-213 ; Sheng Ding, « Analyzing Rising Power from the Perspective of Soft Power: a new look at China's rise to the status quo power », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n°64, 2010, pp. 255-272.

²⁴ Voir Bates Gill et Yanzhong Huang, « Sources and limits of Chinese 'soft power' », *Survival*, vol. 48, n°2, 2006, pp. 17-36.

²⁵ Voir James F. Paradise, « China and international harmony: The role of Confucius Institutes in bolstering Beijing's soft power », *Asian survey*, vol. 49, n°4, 2009, pp. 647-669.

²⁶ Voir Yeh-Chung Lu et Hongying Wang, « The conception of soft power and its policy implications: A comparative study of China and Taiwan », *Journal of contemporary China*, vol. 17, n°56, 2008, pp. 425-447.

²⁷ Voir Joseph S. Nye *et al.*, « The rise of China's soft power », *Wall Street Journal Asia*, vol. 29, n° 6, 2005, p. 8 ; Wang Jisi, Joseph S. Nye, Richard Rosecrance, *et al.*, « Hard decisions on soft power: Opportunities and difficulties for Chinese soft power », *Harvard International Review*, vol. 28, 2009, pp. 18-22.

²⁸ Voir par exemple Tarik Oğuzlu, « Soft power in Turkish foreign policy », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 61, n°1, 2007, pp. 81-97 ; Ziya Öniş et Şuhnaz Yılmaz, « Between Europeanization and Euro-asianism: Foreign policy activism in Turkey during the AKP era », *Turkish Studies*, vol. 10, n°1, 2009, pp. 7-24.

pouvons mettre en évidence la difficulté de maintenir une ligne cohérente dans le cas de l'Iran en raison de sa structure de pouvoir interne complexe, composée des centres de pouvoir concurrents. Ainsi, nous pouvons observer la façon dont le président joue un rôle en termes de représentation du pays sur la scène internationale, tandis que le Guide suprême garde le contrôle de certains outils cruciaux de *soft power*, tels que les opérations médiatiques internationales de la République islamique, ses attachés culturels et les centres de diffusion culturelle connexes par le biais de l'ICRO.

1.1.2. Sécurité

La sécurité peut être définie comme l'absence de menace. Selon Arnold Wolfers, « dans un sens objectif, elle mesure l'absence de menace sur les valeurs centrales ou dans un sens subjectif, l'absence de peur que ces valeurs centrales fassent l'objet d'une attaque »²⁹. Les enjeux sécuritaires dans l'anarchie internationale sont en évolution constante. Le premier objectif des États est de garantir leur sécurité interne et externe, c'est-à-dire leur subsistance. Dans le cadre de l'actuel Moyen-Orient, nous pouvons constater une insécurité régionale généralisée qui se transforme en une crise systémique (voir *infra*) aux propensions délétères.

La question de la sécurité a depuis longtemps préoccupé les chercheurs des relations internationales. Le concept traditionnel de sécurité, avec l'État comme principal référent, a fait l'objet de nombreux débats. La vision réaliste de la sécurité, qui la considère comme un « dérivé du pouvoir », réduit le concept complexe de la sécurité à un simple synonyme de pouvoir. Ce point de vue pouvait être considéré comme pertinent pendant la période des guerres mondiales, où les États semblaient être en lutte constante pour le pouvoir. Cependant, dans l'ère de l'après-guerre froide, le concept de sécurité est devenu beaucoup plus multiple et complexe. Barry Buzan, l'un des chercheurs qui a contribué d'une façon significative à développer ce concept, souligne que le concept traditionnel de sécurité est défini trop étroitement et propose un cadre plus large de la sécurité incorporant des concepts qui n'étaient pas considérés auparavant comme faisant partie du puzzle de la sécurité, tels que la sécurité régionale ou la sécurité sociétale et environnementale. L'approche de Buzan est intéressante car il aborde la sécurité sous tous les angles, du micro au macro, en abordant

²⁹ Arnold Wolfers, « National Security as an Ambiguous Symbol », in Kamal Bayramzadeh, « Crises et conflits au Moyen-Orient : quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *Études internationales*, vol. 47, n° 2-3, 2016, p. 91.

également les aspects sociaux de la sécurité et la façon dont les gens ou les sociétés construisent ou sécurisent les menaces. Dans son ouvrage de référence *People, States and Fear*³⁰, Buzan s'oriente vers une compréhension plus large de la sécurité basée sur des niveaux et des secteurs. Les trois niveaux qui sont référencés et abordés en détail dans son ouvrage sont les individus, les États et les systèmes internationaux. Les secteurs qu'il aborde également dans l'article « New Patterns of Global Security in the Twenty-First Century » sont les suivants : politique, militaire, économique, sociétal et environnemental.³¹

1.1.3. Hégémonie

L'hégémonie vient du mot grec *hēgemonía*, qui signifie leadership et domination. Dans les relations internationales, l'hégémonie désigne l'aptitude d'un acteur à avoir une capacité écrasante de façonner le système international par des moyens coercitifs (*hard power*) et non coercitifs (*soft power*). En général, cet acteur est considéré comme un seul État, à l'instar de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle³² ou des États-Unis aux XX^e et XXI^e siècles. Toutefois, il peut également s'agir de la domination d'une communauté politique cohésive dotée d'un pouvoir décisionnel externe, comme l'Union européenne. L'hégémonie se distingue de l'empire car une puissance hégémonique règne en influençant les autres États plutôt qu'en les contrôlant. L'unipolarité fait référence à la répartition des capacités militaires tandis que l'hégémonie comprend aussi le pouvoir économique, social et culturel. La littérature sur l'hégémonie tente d'expliquer le rôle des États dans le système international en fonction de leur position privilégiée au sein du système. Certains chercheurs considèrent également l'hégémonie comme une coalition institutionnalisée d'États puissants et riches. Les questions centrales du débat sont de savoir si un acteur hégémonique est bien placé pour façonner le système, quelles stratégies sont mises en œuvre par les pouvoirs hégémoniques pour définir le système, s'il y a des coûts et des avantages particuliers associés à l'exercice de l'influence hégémonique, si d'autres États gagnent ou perdent de l'hégémonie, et dans quelles conditions les pouvoirs hégémoniques perdurent.

³⁰ Barry Buzan, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-cold War Era*, Harlow, Harvester Wheatsheaf, 2^e éd., 1991.

³¹ Barry Buzan, « New Patterns of Global Security in the Twenty-First Century », *International Affairs*, vol. 67, n°3, juillet 1991, p. 432.

³² Ernie Keenes, Gregg Légaré et Jean-François Rioux, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, vol. 19, n°1, 1988, p. 60.

1.2. Constructivisme

Les constructivistes stipulent que les intérêts étatiques ne sont pas définis seulement par la puissance qu'il détiennent, mais par leur identité qui est une construction sociale.³³ La vision qu'un État a de lui-même ainsi que celle qu'il a des autres États est déterminante pour les actions qu'il pose sur la scène internationale. Cette théorie rejette la supposition du réalisme et du libéralisme que l'anarchie prédomine le système international et argumente que l'anarchie, c'est ce que les États en font.³⁴ Cela ne consiste en aucun cas à une remise en cause de l'existence du caractère anarchique des relations internationales mais le rôle qu'on lui accorde. L'identité d'un État est construite par une approche « *bottom-up* » qui fait intervenir différents acteurs, que ce soit au niveau individuel, au travers d'une organisation (*norme entrepreneurs*) ou au niveau étatique (*champion states*). Les constructivistes soutiennent que les États-nations sont simplement des créations humaines et peuvent être dissipées si les gens le souhaitent.³⁵

³³ Alexander Wendt, *Social theory of international politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1^{ère} éd., 1999, p. 166.

³⁴ Alexander Wendt, *Social theory of international politics*, *op. cit.*, p. 166.

³⁵ Alexander Wendt, « Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, n°2, 1992, p. 413.

2. Le contexte du Moyen-Orient : une crise systémique

Pour pouvoir aborder cette confrontation entre l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie, il faut d'abord envisager la situation du Moyen-Orient. En effet, pour mieux comprendre ses enjeux sécuritaires, il est primordial d'étudier dans un premier temps le contexte et la situation de cette région. Depuis le début du XX^e siècle, certaines zones de la région n'ont cessé d'être agitées par des conflits armés anciens et nouveaux, constituant des foyers d'instabilité. Nous pouvons citer à titre d'exemples l'intervention soviétique en 1979 en Afghanistan et l'intervention américaine de 1990 et 2003 en Irak. L'affrontement entre les Israéliens et Palestiniens, qui perdure depuis des dizaines d'années, constitue un autre enjeu important. A cela s'ajoute le conflit entre Israël et le Hezbollah libanais.³⁶ Néanmoins, c'est véritablement à partir de 2010 que la crise s'installe d'une manière nette et s'étend progressivement à tout le Moyen-Orient. Parmi les manifestations de cette crise, nous retrouvons entre autres des soulèvements sociaux majeurs (le printemps arabe en 2011)³⁷, une crise étatique profonde touchant de nombreux pays (Irak, Syrie, Yémen) et des tensions croissantes ainsi qu'une course à l'influence de plus en plus importante entre les principales puissances régionales³⁸ à savoir l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie. Bien que ces éléments fassent partie de la réalité de cette zone géographique depuis longtemps, le début des années 2010 marque l'installation d'une crise dite systémique.³⁹

2.1. Facteurs exogènes de la crise : la fin du bipolarisme et la politique américaine

La chute de l'Union soviétique a eu des conséquences sécuritaires majeures sur les plans international et régional, notamment au Moyen-Orient. En effet, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie, à l'instar de tous les pays du monde, ont été influencés par la Guerre froide entre les Soviétiques et les Américains. Avant la révolution iranienne en 1979⁴⁰, ces trois pays se trouvaient dans le même camp, stabilisé par une alliance stratégique avec Washington. Ils étaient de véritables remparts contre l'idéologie communiste qui se répandait à l'époque dans toute la région. Quant au Kremlin, il essayait de maintenir ses relations avec

³⁶ Ekaterina Stepanova, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, n°2, 2016, p. 26.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Iran dans son contexte régional », *Politique étrangère*, n°3, 2012, p. 522.

certaines pays arabes, tels que l'Égypte, la Syrie et l'Iraq. Le démantèlement de l'URSS constitue le premier élément déclenchant un vide de puissance ayant des conséquences politiques importantes.⁴¹ L'affaiblissement du régime de Saddam Hussein et la domination hégémonique américaine sont en effet l'une de ces conséquences qui renforça la position stratégique de Téhéran.⁴²

L'intervention américaine dans la région, et plus spécifiquement en Iraq, constitue le deuxième facteur exogène de la crise actuelle traversant le Moyen-Orient. L'objectif des États-Unis était la création d'une démocratisation du Moyen-Orient – projet « Grand Moyen-Orient »⁴³ – et l'avènement d'un nouvel ordre local sous hégémonie américaine. Dans le but de préserver le Koweït, leur première intervention en 1990 changea l'équilibre de force en faveur du régime iranien.⁴⁴ En effet, l'Iraq constituait un contrepouvoir à l'idéologie islamique de l'Iran ; la puissance irakienne était inversement proportionnelle à la puissance iranienne. La seconde intervention en 2003 acheva ce processus d'affaiblissement. Les conséquences de cette intervention furent multiples, d'abord sur plan interne, notamment par le changement de structure étatique de l'Iraq, et ensuite sur le plan régional.⁴⁵

Sur le plan interne, le système politique, gouverné à l'époque par la minorité sunnite, laissa place à un nouveau gouvernement chiite, les chiites étant majoritaires et proches de l'Iran. Ensuite, nous constatons le démantèlement de l'armée et des services de renseignement irakiens, ce qui facilita les mouvements insurrectionnels et déstabilisateurs tels qu'Al-Qaïda et l'État islamique, mettant en péril l'appareil étatique. De plus, des conflits interconfessionnels virent le jour. Enfin, nous assistons à la transformation de l'Iraq en un terrain de rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran.⁴⁶

En plus de ces impacts que nous pouvons qualifier d'internes, d'autres conséquences peuvent être citées sur le plan régional. En effet, après l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak

⁴¹ Matthias Schulz et Özcan Yilmaz, « Le Moyen-Orient dans les relations internationales : circulations, interdépendances, conflits », *Relations internationales*, n°171, 2017, p. 6.

⁴² Mourad Chabbi, « Désir mimétique et engrenage guerrier des Janus du golfe : Téhéran et Riyad à la manœuvre », *Études internationales*, vol. 47, n°2-3, 2016, p. 142.

⁴³ Philippe Droz-Vincent, « Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient », *Politique étrangère*, n°3, 2011, p. 495.

⁴⁴ Jean-Paul Chagnollaud, « L'Iran, une puissance virtuelle ? », *Confluences Méditerranée*, n°65, 2008, p. 10.

⁴⁵ Kamal Bayramzadeh, « La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien », *Cahiers de Science Politique*, n° 27, 2013 (disponible à l'adresse suivante : <https://popups.uliege.be/1784-6390/index.php?id=723#tocto1n5>, consultée le 3 juillet 2021).

⁴⁶ *Ibid.*

par les États-Unis, respectivement en 2001 et 2003⁴⁷, l'Iran voit ses ennemis éliminés à l'est et à l'ouest de ses frontières. Or, la présence des Talibans en Afghanistan et de Saddam Hussein en Irak constituait un mur à la politique expansionniste de l'Iran par ces régimes idéologiquement opposés.⁴⁸ C'est ainsi que des nouvelles opportunités se sont offertes à ce dernier. D'un côté, l'Iran devient un acteur majeur dans la transition de pouvoir de ces deux pays et, de l'autre, il peut désormais étendre son influence au-delà de ses frontières, visant à créer ce que ses rivaux appellent « l'arc chiite »⁴⁹, allant de l'Iran jusqu'au Liban.

Ces interventions étaient censées déclencher un effet domino de démocratisation dans la région, d'abord en Irak, et ensuite en propageant le soulèvement d'autres pays, comme l'Iran et la Syrie. Ces projets très intrusifs ont en réalité déstructuré et déstabilisé la région. En renversant le régime de Saddam Hussein, les États-Unis ont déclenché une guerre d'influence et religieuse entre les puissances régionales du Moyen-Orient, notamment entre Riyad, Téhéran et Ankara. Cette guerre d'influence entre puissances régionales s'intensifie avec la guerre en Syrie qui sera étudiée plus tard. Selon Clément Therme, spécialiste de l'Iran :

« Depuis l'intervention militaire américaine en Irak en mars 2003, la rivalité régionale entre le République islamique d'Iran et l'Arabie saoudite est progressivement devenue un facteur structurant de la géopolitique du Moyen-Orient. La paix froide irano-saoudienne conclue pendant les années 1990 s'est transformée en une guerre froide régionale avec un affrontement indirect pour contrôler les évolutions politiques régionales. »⁵⁰

Il existe désormais une symétrie entre « démocratie américaine » et « État failli au Moyen-Orient »⁵¹ ; l'Occident n'est plus l'exemple à suivre.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Kamal Bayramzadeh, « La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien », *op. cit.*

⁴⁹ Jean-Paul Burdy, « La République islamique d'Iran, au cœur de recompositions potentielles au Moyen-Orient, 2001-2014 », *Diplomatie*, n°70, 2014, p. 43.

⁵⁰ Clément Therme, « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n°88, 2014, p. 113.

⁵¹ Clément Therme, « La Russie au Moyen-Orient : entre enjeux géopolitiques et intérêts économiques », *Géoéconomie*, n°76, 2015, p. 99.

3. La révolution islamique : un changement de paradigme

3.1. La politique étrangère iranienne et ses limites

La compréhension de la politique étrangère de l'Iran est la clé de l'élaboration des politiques sensées et efficaces destinées à ce pays. Elle nécessite avant tout une analyse approfondie des contextes culturels et psychologiques profonds du comportement iranien en matière de politique étrangère. Pour l'Iran, le passé est toujours présent. La combinaison paradoxale de la fierté de la culture iranienne et du sentiment de victimisation a créé chez le peuple iranien un farouche sentiment d'indépendance et une culture de résistance à la dictature et à la domination de toute puissance étrangère.⁵² Les Iraniens ont le sentiment d'avoir été opprimés par des puissances étrangères tout au long de leur histoire. Ils se souviennent que les Grecs, les Arabes, les Mongols, les Turcs et, plus récemment, les forces de Saddam Hussein ont tous envahi leur patrie.⁵³ Les Iraniens ont également encore à l'esprit que les empires britannique et russe les ont exploités économiquement, assujettis politiquement et ont envahi et occupé leur pays lors des deux guerres mondiales. Le fait que les États-Unis aient avorté les aspirations démocratiques iraniennes en 1953 en renversant le gouvernement du Premier ministre Mohammad Mossadegh, qu'ils aient remis le Shah autocratique sur le trône et qu'ils aient ensuite dominé le pays pendant un quart de siècle est profondément gravé dans la mémoire collective de l'Iran.⁵⁴ De même, tout comme le renversement de Mossadegh par les Américains a été gravé dans la psyché iranienne, la prise d'otages américains par les Iraniens en 1979⁵⁵ imprègne encore la conscience américaine. En effet, l'Iran a commis de nombreuses erreurs au cours de sa longue histoire diplomatique, en particulier dans les premières années de la révolution islamique. La politique étrangère de l'Iran a souvent été caractérisée par la provocation, l'agitation, la subversion et la prise d'otages.

Dès le début de la révolution islamique menée par l'Ayatollah Khomeïni, les tensions n'ont cessé de nourrir la rivalité dans la région. Cette révolution a bouleversé l'équilibre de la

⁵² Clément Therme, « La stratégie régionale de l'Iran : entre Realpolitik et révolution », *Politique étrangère*, n°1, 2020, p. 37.

⁵³ Anar Aliyev et Dr. KM Ashifa, « Internal and External Factors Determining Foreign Policy of Iran: Prospects and Perspectives », *Journal of Contemporary Issues in Business and Government*, vol. 27, n°3, 2021, p. 1160.

⁵⁴ Andreas Etges, « All that Glitters is Not Gold: The 1953 Coup against Mohammed Mossadegh in Iran », *Intelligence and National Security*, vol. 26, n°4, 2011, p. 495.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 505.

région en faisant passer l'Iran d'un régime séculaire et pro-occidental à un régime islamique (chiite) qui défie les intérêts de l'Occident, à une époque où le risque d'une confrontation était à son apogée.⁵⁶ L'idée révolutionnaire de ne pas se limiter aux frontières de l'Iran était le résultat de l'idéologie expansionniste de la révolution islamique. Cette politique d'étendre l'islamisme étatique se trouve même dans la constitution iranienne à l'article 11 :

*« Selon le commandement du noble verset : ("Certes, cette communauté qui est la vôtre est une communauté unique, et je suis votre Seigneur. Adorez-moi donc", XXI, 92), tous les musulmans forment une seule communauté et le gouvernement de la République Islamique d'Iran a le devoir d'établir sa politique générale sur la base de l'alliance et de l'union des nations islamiques, et de mettre en œuvre des efforts systématiques afin de réaliser l'unité politique, économique et culturelle du monde de l'Islam ».*⁵⁷

Pour la première fois dans l'ère moderne, les chiites ont pris le pouvoir et ce, dans une région où ils en étaient écartés. Pour l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes, l'idée que la population chiite de ces pays puisse renverser le pouvoir traditionnel sunnite était dès lors considérée comme une menace directe à leur rencontre.⁵⁸ C'est une approche universaliste et transnationale basée sur des valeurs islamiques pour unifier l'oumma⁵⁹. Cela permet à l'Iran de dépasser le clivage entre le chiites et les sunnites puisque qu'il prétend d'agir au nom de l'islam et dans l'intérêt de ce dernier. Cela s'avère d'autant plus vrai que l'Iran, tout en assistant les forces et les minorités chiites dans la région, notamment en Iraq et au Liban, soutient également des entités telles que le Hamas qui est pourtant sunnite.

Quatre forces-clés permettent d'expliquer le manque de dynamisme de la politique étrangère de l'Iran. Premièrement, dans le processus de prise de décision en matière de politique étrangère, il existe un mandat constitutionnel qui donne le pouvoir au bureau du leader suprême de l'Iran, tout en limitant le pouvoir présidentiel. Le Guide suprême met l'accent sur la préservation des fondements religieux et idéologiques de la révolution de 1979,

⁵⁶ Jerrold D. Green, « Religion and Countermobilization in the Iranian Revolution », in Myron J. Aronoff (dir.), *Religion and Politics*, New York, Routledge, 1^{ère} éd., 1984, p. 93.

⁵⁷ *La Constitution de la République Islamique d'Iran*, p. 31, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ebrahimemad.net/as-iran/la-constitution-de-la-republique-islamique-d-iran.pdf> (consultée le 17 juin 2021).

⁵⁸ Jean-Baptiste Bégat et Pierre Ramond, « Opposition Iran chiite/Arabie saoudite sunnite... Des discours à la réalité », *Diplomatie*, n°91, 2018, p. 46.

⁵⁹ L'oumma désigne la communauté des musulmans, indépendamment de leur nationalité, de leur appartenance tribale, ethnique ou nationale.

tandis que le président se concentre sur les affaires intérieures et exécutives du pays. La constitution iranienne limite largement l'action et l'influence du président sur la politique étrangère.⁶⁰ La deuxième force est la priorité accordée à la sécurité nationale sur les autres intérêts stratégiques. La sécurité nationale ainsi que les menaces perçues des politiques hostiles des États-Unis influencent directement les priorités statiques de la politique étrangère iranienne.⁶¹ La troisième force-clé est le blocage international permanent de l'Iran par l'Occident, et son besoin de continuer à repousser. L'Iran craint le changement de régime que représente la politique d'endiguement régional des puissances occidentales. C'est la raison pour laquelle l'Iran a maintenu sa position idéologique anti-occidentale/anti-américaine. Enfin, le maintien de l'ordre politique intérieur reste une force motrice essentielle pour l'élite dirigeante iranienne. Le « révolutionnisme » et le pan-chiisme servent à perpétuer l'ordre politique intérieur révolutionnaire de l'Iran, construit en opposition au capitalisme et à l'impérialisme.⁶² En théorie, si le système international et les conditions structurelles déterminent les priorités de la politique étrangère de l'Iran, les facteurs politiques intérieurs ont également joué un rôle majeur dans l'élaboration de la politique étrangère de l'Iran au cours des quatre dernières décennies.

3.2. Le soft power iranien au XX^e siècle

Avant la Révolution de 1979, la diplomatie culturelle iranienne s'inscrivait dans le contexte du poids civilisationnel et de l'héritage historique de l'Iran, en se concentrant principalement sur les éléments préislamiques de son identité nationale telle que définie par le Shah. L'image que le Shah a cherché à projeter aux Iraniens et au reste du monde était celle d'un membre d'une chaîne continue de la monarchie iranienne remontant à l'empire achéménide (550-330 av. J.-C.)⁶³. Comme le note Ansari, il s'agissait sans doute d'un récit de l'histoire iranienne approprié à l'origine par l'Occident (à travers l'historiographie occidentale sur l'Iran ancien), redéfini et effectivement réexporté.⁶⁴ L'articulation la plus marquante de ce sentiment de grandeur civilisationnelle s'est manifestée lors de la célébration des 2500 ans de monarchie en 1971 organisée à Persépolis, le siège de l'empire achéménide. Des dirigeants du

⁶⁰ Frédéric Tellier, « L'Iran à l'heure du réformisme », *Politique étrangère*, vol. 67, n°3, 2002, p. 736.

⁶¹ Rahman Ghahremanpour, « Régionalisme et sécurité nationale en République islamique d'Iran », *Outre-Terre*, n°28, 2011, p. 348.

⁶² Frédéric Tellier, « L'Iran à l'heure du réformisme », *op. cit.*, p. 736.

⁶³ Thierry Sarmant, « La Cour de Perse des Achéménides aux Pahlavi », in Victor Battagion et Thierry Sarmant (dir.), *Histoire mondiale des cours : de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Perrin, 2019, p. 103.

⁶⁴ Ali M. Ansari, *The politics of nationalism in modern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 178.

monde entier ont assisté à cette cérémonie très ostentatoire.⁶⁵ La diplomatie culturelle de l'Iran est devenue de plus en plus importante à mesure que ses caisses ont été gonflées par l'augmentation de la richesse pétrolière dans les années 1970. L'épouse du Shah, l'impératrice Farah, a aussi joué un rôle de premier plan sur la scène culturelle iranienne en tant que mécène et organisatrice du festival annuel des arts de Shiraz, où des musiciens, des danseurs et des cinéastes étrangers se produisaient aux côtés de leurs homologues iraniens.⁶⁶

Après la révolution, la politique étrangère de l'Iran s'est inscrite dans le contexte de l'islam. La célèbre maxime de l'ayatollah Khomeini : « Ni Est, ni Ouest, République islamique »⁶⁷ a ainsi dicté les priorités de la politique étrangère iranienne. Dans les années 1980, la diplomatie culturelle était principalement axée sur l'exportation de la révolution. L'Iran cherchait à appliquer une conception universaliste de la solidarité islamique qui était minée par sa nature particulariste chiite et iranienne. Cependant, Jafarpanahi et Mirahmadi notent que cette période était particulièrement fertile pour l'Iran dans la mesure où c'est à ce moment que le monde a pris conscience de cette forme particulière de culture iranienne, imprégnée d'islam et cherchant à étendre son influence culturelle au-delà de ses frontières.⁶⁸ Ils soutiennent que la forte dimension éthique de la politique étrangère de l'Iran, instaurée sous Khomeini, constitue une ressource viable de puissance douce dans le monde islamique. En outre, l'Iran a été en mesure d'étendre son influence au sein de l'importante communauté chiite du Pakistan par le biais du parrainage de divers groupes, jouant ainsi un rôle d'équilibriste afin de maintenir des relations cordiales avec le Pakistan. Cette influence « douce » constitue un contrepoint utile à la relation étroite entre l'Arabie saoudite et le Pakistan, qui est en contradiction avec les intérêts stratégiques plus larges de l'Iran. Nous assistons donc à une confluence d'intérêts doux et durs, ce qui témoigne de l'interrelation importante entre les deux pays en termes d'intérêts nationaux.

Au terme de la guerre Iran-Irak et suite au décès de Khomeini, la République islamique a concentré ses efforts sur la reconstruction de son économie ravagée par la guerre

⁶⁵ Talinn Grigor, « Preserving the Antique Modern: Persepolis' 71 », *Future Anterior*, vol. 2, n°1, 2005, p. 23.

⁶⁶ Emmanuel Wallon, « Le festival international. Un système relationnel », in Anne Dulphy, Robert Frank, Marie-Anne Matard-Bonucci et Pascal Ory (dir.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berne, Peter Lang AG, 2011, p. 313.

⁶⁷ Bernard Hourcade, « L'Iran, entre nation, islam et monde », *Études*, tome 402/3, 2005, p. 312.

⁶⁸ Jafarpanahi et Mirahmadi, « Elements of the Islamic Republic of Iran's Soft Power with an Islamic Approach », (en persan), *Journal of Political Knowledge*, vol. 4, n°2, 2012, p. 108.

de 1980.⁶⁹ Cette période a marqué une augmentation du pragmatisme dans les relations étrangères de l'Iran grâce aux efforts du président Rafsanjani cherchant à se réconcilier avec le monde arabe et à tendre la main à l'Occident. Le successeur de Rafsanjani, Mohammad Khatami, s'est appuyé sur cette ouverture, en fondant sa politique étrangère sur les deux thèmes de la détente et du « dialogue entre les civilisations ». ⁷⁰ Ce dernier thème sera étudié plus en détail en fonction de sa valeur en tant qu'outil de *soft power*.

3.2.1. Organisation de la culture et de la communication islamiques (ICRO)

L'ICRO peut être considérée comme un instrument-clé de la diplomatie culturelle de l'Iran. L'organisation a été créée en 1995 dans le but d'homogénéiser les multiples réseaux de diplomatie culturelle de la République islamique qui, jusqu'alors, étaient mis en œuvre par le biais d'une variété d'organisations et d'institutions liées à l'État et manquant de cohérence. L'ICRO est responsable de la coordination des initiatives culturelles bilatérales de l'Iran avec d'autres États et de la mise en place d'un système d'alerte précoce. D'une certaine manière, il peut être considéré comme une institution similaire au British Council ou aux Instituts Confucius et Goethe.⁷¹ Il est affilié au ministère de la Culture et de l'Orientation islamique et mène ses activités sous la direction du Guide suprême qui nomme directement les membres du conseil de direction de l'ICRO. Son objectif premier est de promouvoir les idéaux de la Révolution, d'encourager l'unité islamique et de renforcer les relations avec les pays musulmans. Son importance en termes de puissance douce de l'Iran réside dans le fait qu'il nomme les hauts représentants culturels (connus sous le nom de « conseillers culturels ») en poste à l'étranger. Ces représentants travaillent indépendamment des ambassades iraniennes même s'ils coopèrent parfois avec elles (elles sont placées sous le contrôle du ministère des affaires étrangères), et dirigent les centres culturels iraniens à l'étranger.

Les principales initiatives qu'elle entreprend en termes de diffusion du *soft power* iranien dépendent souvent du pays concerné mais consistent principalement en l'organisation des expositions culturelles et religieuses pour les Iraniens vivant à l'étranger, l'établissement de liens avec les institutions culturelles du pays d'accueil et la promotion de l'apprentissage

⁶⁹ Anne-Tracy Samuel et Ariane Tabatabai, « What the Iran-Iraq war tells us about the future of the Iran nuclear deal », *International Security*, vol. 42, n°1, 2017, p. 163.

⁷⁰ Farhad Rezae, *Iran's Nuclear Program*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 105.

⁷¹ Edward Wastnidge, « Pragmatic Politics: Iran, Central Asia and Cultural Foreign Policy », *Central Asia and the Caucasus*, vol. 15, n°4, 2014, p. 121.

du persan. L'ICRO gère également la maison d'édition internationale Al-Hoda, qui publie des ouvrages sur la République islamique et la culture iranienne en vingt-cinq langues et fournit une grande partie des ressources des bibliothèques ouvertes au public dans les centres culturels de l'ICRO.⁷² L'Organisation a des bureaux dans le monde entier, y compris dans plusieurs capitales européennes, mais elle est surtout active dans les pays voisins. Le Pakistan accueille huit centres ICRO et la Turquie deux. L'un des bureaux les plus actifs de l'ICRO se trouve au Tadjikistan, où l'organisation a fourni des fonds pour le développement et l'expansion des ressources en littérature persane dans le pays et pour l'organisation d'un certain nombre de conférences et d'événements culturels liés à des figures culturelles communes, telles que le grand poète persan Rudaki.

Bien que l'accent soit mis sur les autres États musulmans, l'ICRO gère également des centres culturels dans le monde non musulman et possède un mandat relativement souple quant au type d'action culturelle qu'elle entreprend. De cette façon, Von Maltzahn note que la diplomatie culturelle iranienne, par le biais de l'ICRO réagit aux caractéristiques locales en déterminant son public-cible.⁷³ Ainsi, nous constatons que l'accent est mis sur des figures pertinentes pour le monde persan dans les activités de l'ICRO en Afghanistan et au Tadjikistan, d'une part, et la promotion des liens religieux entre les communautés chiites du Liban et du Pakistan, d'autre part.

3.2.2. Les opérations médiatiques internationales de l'Iran

La production médiatique internationale de l'Iran est un autre moyen par lequel le pays tente d'étendre son *soft power*. Les médias audiovisuels internationaux sont sous le contrôle du radiodiffuseur d'État, *Islamic Republic of Iran Broadcasting (IRIB)*, qui est directement subordonné au Guide suprême qui nomme son directeur tous les cinq ans, conformément à la Constitution de la République islamique. Le service mondial de l'IRIB vise à promouvoir la culture et la civilisation iraniennes auprès d'un public international, en exposant la vision du monde de la République islamique à la lumière des préjugés perçus dans

⁷² Edward Wastnidge, « The Modalities of Iranian Soft Power: From Cultural Diplomacy to Soft War », *Sage Journals*, 24 décembre 2014, disponible à l'adresse suivante : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1111/1467-9256.12084> (consultée le 26 juin 2021).

⁷³ Nadia Von Maltzahn, *The Syria-Iran Axis*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2013, p. 221.

la communauté internationale.⁷⁴ Il s'agit donc d'un précieux outil de propagande. Il y a une dimension défensive patente dans cette stratégie, car la République islamique a longtemps été soumise à des émissions d'organisations médiatiques occidentales qu'elle considère comme hostiles, telles que *Voice of America* ou encore de nombreuses stations privées gérées par la diaspora iranienne contestatrice et la BBC perse. L'IRIB exploite actuellement cinq chaînes d'information internationales. La première chaîne d'information internationale en langue étrangère, *Al-Alam*, a commencé à émettre en 2003. Elle est principalement destinée à l'Irak, mais couvre également des informations sur le Liban, la Palestine, l'Afrique et l'Iran. Le lancement de la chaîne a eu lieu dans la foulée de l'invasion américaine de l'Irak⁷⁵, et elle vise à adopter une politique médiatique active vis-à-vis de l'impérialisme unilatéral de l'Occident en matière d'information. Le deuxième service iranien en langue arabe, *Al-Kowthar*, a été lancé en 2006 et se concentre davantage sur les programmes religieux destinés aux communautés chiites du monde arabe.⁷⁶ L'IRIB fournit également des programmes à *Al-Manar*, le média du Hezbollah au Liban, renforçant ainsi la portée médiatique de l'Iran, bien qu'indirectement.

L'entreprise médiatique iranienne la plus connue en Occident est sans doute sa chaîne d'information internationale en anglais, *Press TV*, lancée en 2007 et qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre en anglais. La chaîne est apparue lorsque les opérations d'information continue en langue anglaise ont commencé à proliférer au début des années 2000. Elle se considère comme offrant une perspective différente de celle de CNN, BBC World, Al-Jazeera English et autres en fournissant une plateforme pour les « voix et perspectives négligées ».

En 2011, l'Iran a également lancé *Hispan TV*, une station hispanophone diffusant vers l'Espagne et l'Amérique latine, ce qui reflète les liens cultivés entre l'Iran et les États d'Amérique latine, plus particulièrement le Venezuela et Cuba, sous l'ère Ahmadinejad.⁷⁷ Cependant, à l'instar de *Press TV*, *Hispan TV* a été supprimée des principaux satellites en 2013 en raison du durcissement des sanctions contre l'Iran.

⁷⁴ Natalia Paunic, « The Rising Shi'a Crescent: Iranian Smart Power and Implications for the Middle East, Central Asia, and the Persian Gulf », *Carleton Review of International Affairs*, vol. 3, 2016, p. 83.

⁷⁵ Mikail Barah, « Al-'Alam : Expression d'un échec médiatique iranien ? », *Confluences Méditerranée*, n°69, 2009, p. 114.

⁷⁶ Beston Husen Arif, « Iran's struggle for strategic dominance in a post-Isis Iraq », *Asian Affairs*, vol. 50, n°3, 2019, p. 355.

⁷⁷ Massimo Di Ricco, « No News from Tehran: HispanTV First Voyage to Latin America », *Centro Argentino De Estudios Internacionales*, 2012, p. 8.

Il convient de noter ici que toutes les opérations médiatiques internationales susmentionnées sont complétées par des sites d'information complets disponibles dans la langue du public cible et en persan. L'Iran a également cherché à étendre sa présence dans le cyberspace de manière plus générale dans le cadre de sa stratégie de « *Soft war* » avec des sites web pour documenter les « opérations psychologiques » menées par les États-Unis contre l'Iran et les réponses iraniennes à ces opérations.

Le corps des Gardiens de la révolution islamique, abrégé GRI⁷⁸, peut aussi être considéré comme étant la préférence du Guide suprême pour défendre l'Iran contre l'impérialisme culturel occidental mais aussi pour passer à l'offensive en construisant un récit d'État structuré et tendancieux sur les questions qui préoccupent l'Iran dans le monde entier. Il n'est pas surprenant que ces entreprises adoptent une position plus zélée compte tenu de leur association étroite avec le GRI et d'autres éléments conservateurs au sein de la République islamique. Il s'agit en partie d'une stratégie réactive visant à contrecarrer les préjugés et la pénétration de l'Occident, qui, selon l'ancien commandant du GRI Yahya Rahim Safavi, cherche à « bloquer l'assaut culturel de l'ennemi en utilisant notre propre culture ». ⁷⁹

⁷⁸ Le corps des Gardiens de la révolution islamique, souvent appelé « Gardiens de la révolution », est abrégé GRI ou IRG pour *Islamic Revolutionary Guards*.

⁷⁹ Monroe Price, « Iran and the Soft War », *International Journal of Communication*, vol. 6, 2012, p. 2408.

4. La profondeur stratégique de la Turquie

4.1. Les fondements de la politique étrangère turque

Ahmet Davutoğlu a été l'un des fondateurs de la nouvelle politique étrangère de la Turquie, essentiellement après l'ascension du parti AKP en 2002. Il a redéfini la profondeur stratégique turque, qui marque une nouvelle politique proactive et multidimensionnelle. Pour mieux comprendre cette nouvelle politique, il serait intéressant de se pencher sur ses ouvrages. En tant qu'académique, il a toujours critiqué les relations internationales qui sont axées, selon lui, sur les idées et les valeurs occidentales ignorant la contribution majeure d'autres cultures.⁸⁰ Sa vision des relations internationales se divise en trois parties :

« Davutoğlu's vision of international relations is composed of three main aspects: civilizational politics, how norms are created and the role of universal values, and his theory of 'strategic depth' and 'zeroproblems with neighbors. In all three of these, he stresses the importance of Islamic thought and history, while also calling for solidarity and friendship between different civilizations and cultures. Central to Davutoğlu's world view are efforts to increase mutual understanding, while identifying and building on shared values. Davutoğlu argues that the best way to ensure that interactions between civilizations will be positive is to conduct communications through international organizations. He also stresses the role history and culture can play in foreign policymaking and in improving relations between nations. »⁸¹

En évoquant des notions telles que la valeur, la culture, les idées, les institutions et les pratiques sociales, nous pourrions croire que Davutoğlu s'inscrit uniquement dans le courant constructiviste des relations internationales.⁸² Il affirme que la culture musulmane n'est pas subsidiaire à la culture occidentale mais plutôt une alternative à cette dernière.⁸³ Pour projeter la puissance turque, ce dernier doit se concentrer sur les pays musulmans, promouvant le

⁸⁰ Matthew S. Cohen, « Ahmet Davutoğlu's academic and professional articles: understanding the world view of Turkey's former prime minister », *Turkish Studies*, vol. 17, n°4, 2016, p. 527.

⁸¹ *Ibid.*, p. 531.

⁸² *Ibid.*, p. 528.

⁸³ *Ibid.*, p. 530.

panislamisme, et placer la Turquie en tant que centre de ce nouvel ordre régional, voire international.⁸⁴

Néanmoins, sa pensée est multidimensionnelle ; elle oscille entre les théories libérale et réaliste, comme le souligne le rôle important de l'interdépendance économique dans l'élargissement de la profondeur stratégique.⁸⁵ Nous pouvons observer le caractère réaliste de sa théorie quand il évoque l'intérêt des puissances occidentales pour la Turquie qui s'anime autour des points stratégiques, et notamment son narratif géopolitique traditionnel sur l'équilibre des puissances. Certains auteurs parlent même d'une « politique réaliste expansionniste ».⁸⁶ Davutoğlu évoque également le concept de l'État central, qui renvoie à la place dominante d'un pays dans la région et attribue cette place à la Turquie.⁸⁷ Une telle place accordée à la Turquie pour étendre son hégémonie régionale dans son environnement peut être comparée à la doctrine américaine dite du « *Manifest Destiny* ».⁸⁸ L'implication de la Turquie dans son environnement immédiat atteste cette doctrine. En ce qui concerne le Moyen-Orient, Davutoğlu considère que la région a une place primordiale car elle se situe dans la sphère d'influence de la Turquie.⁸⁹

Davutoğlu privilégie également les systèmes de sécurité coopératifs dans lesquels la sécurité de chacun est perçue comme la responsabilité de tous. C'est la raison pour laquelle il est partisan des alliances régionales et des mécanismes de sécurité conjoints, faisant valoir que les nations ayant des liens aussi forts sont moins susceptibles de se battre.⁹⁰ Ce raisonnement peut justifier l'envie d'adhésion de la Turquie à des organisations internationales de toutes sortes. C'est ainsi que, dans la suite de son raisonnement, il privilégie le *soft power* comme un outil plus efficace sur le *hard power* et critique le rôle joué par le Conseil de sécurité des Nations unies qui privilégie l'usage de la force. Néanmoins, il n'écarter pas l'usage de la force militaire quand la diplomatie ne peut plus être mise en œuvre. De la sorte, le *hard power* pallie les limites du *soft power* et donne une nouvelle impulsion à

⁸⁴ Alexander Murinson, « The strategic depth doctrine of Turkish foreign policy », *Middle Eastern Studies*, vol. 42, n°6, 2006, p. 950.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 947.

⁸⁶ Matthew S. Cohen, « Ahmet Davutoğlu's academic and professional articles: understanding the world view of Turkey's former prime minister », *op. cit.*, p. 529.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Alexander Murinson, « The strategic depth doctrine of Turkish foreign policy », *op. cit.*, p. 951.

⁹⁰ Murat Yeşiltaş, « Turkey's Quest for a "New International Order": The Discourse of Civilization and the Politics of Restoration », *Perceptions*, vol. 9, n°4, 2014, p. 46.

la mise en œuvre d'une politique. Après la méthode douce, l'usage de la force peut ainsi bénéficier d'une certaine légitimité au regard des objectifs poursuivis.

Concernant la géopolitique, il s'écarte de sa dimension idéologique et promeut sa perspective civilisationnelle, se concentrant davantage sur la culture, la religion et la civilisation.⁹¹ S'inspirant toujours de la théorie constructiviste qui stipule que les États se rallient sur la base de leur identité et de leurs pratiques sociales, il argumente que les civilisations se créent sur base du partage de leurs religions, histoires et cultures.⁹² Suivant ce discours constructiviste, Davutoğlu crée la notion de *constructivisme civilisationnel* qui donne une place très importante à la participations des États, des individus à des organisations régionales.

Dans son livre phare *La profondeur stratégique*⁹³, Davutoğlu a fait valoir que la valeur d'un pays dans le monde est basée sur sa situation géostratégique, son importance historique et son passé qui le lie à d'autres nations.⁹⁴ Les États qui occupent des emplacements géographiques importants sur le globe ont joué des rôles géopolitiques et historiques majeurs et ont des liens de longue date avec de nombreuses nations et civilisations, ce qui leur permet d'utiliser leurs avantages pour accroître leur influence. Ces nations devraient adopter une approche activiste pour résoudre les problèmes dans leurs régions immédiates.⁹⁵ Cela peut expliquer la politique de « zéro problème avec les voisins » de la Turquie en relations internationales.⁹⁶ En utilisant le *soft power*, un État peut encourager la coopération et l'amitié entre les États d'une même région.

Sur la base de ces critères, Davutoğlu conclut que la Turquie a le potentiel d'être une nation indispensable car elle a un emplacement précieux reliant l'Ouest à l'Est et, en tant qu'héritière naturelle de l'Empire Ottoman, elle a le caractère culturel, historique et les liens religieux nécessaires pour établir des relations efficaces dans tout le monde. Enfin, il souligne que la Turquie ne devrait pas s'allier uniquement avec l'Occident, mais élargir aussi ses

⁹¹ Ali Balci et Murat Yeşiltaş, « A dictionary of Turkish foreign policy in the AK party era: a conceptual map », *SAM Papers*, n°7, 2013, pp. 27-28.

⁹² Matthew S. Cohen, « Ahmet Davutoğlu's academic and professional articles: understanding the world view of Turkey's former prime minister », *op. cit.*, p. 533.

⁹³ Ahmet Davutoğlu, *Strategic Depth: Turkey's International Position*, Istanbul, Küre Yayınları, 2001.

⁹⁴ Alexander Murinson, « The strategic depth doctrine of Turkish foreign policy », *op. cit.*, p. 947.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 948.

⁹⁶ İnan Rüma, « Turkish foreign policy towards the Balkans: New activism, neo-ottomanism or/so what », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n°4, 2010, p. 137.

alliances à toutes les nations de sa région, y compris la Russie, et en particulier aux pays musulmans, afin de maintenir la stabilité et protéger l'équilibre des pouvoirs dans sa région.

4.2. Fondation Diyanet

La Fondation Diyanet a été créée en Turquie le 3 mars 1924, à la même date que la loi qui a abrogé le califat.⁹⁷ Elle était rattachée au bureau du Premier ministre et est conçue comme une institution administrative chargée d'un service public plutôt que comme l'autorité spirituelle suprême d'une communauté religieuse. Elle était chargée de l'administration et de l'entretien des mosquées ainsi que de la nomination des imams qui étaient salariés de l'État.⁹⁸ On ne lui confiait toutefois pas l'administration de l'éducation du personnel religieux. La république kémaliste a donc établi un régime de contrôle de la religion, tout en mettant en œuvre une série de réformes séculaires radicales qui ont libéré l'État des derniers vestiges de la légitimité religieuse et de la dépendance à l'égard de la religion.⁹⁹

La Fondation Diyanet a toutefois vu sa situation quelque peu s'améliorer sous les gouvernements turcs successifs, en particulier les gouvernements de droite après les années 1970.¹⁰⁰ Depuis les années 1980, elle a connu une croissance considérable en termes de personnel et de budget, ce dernier dépassant celui du ministère de l'éducation nationale.¹⁰¹ Cette croissance en Turquie a été parallèle à son expansion en Europe et au Moyen-Orient au cours de cette période. L'apogée des activités de l'organisation débute avec la montée au pouvoir de l'AKP en 2002. En effet, l'agenda politique du parti de la justice comporte un volet religieux, même si les responsables politiques insistent sur l'aspect républicain de ce parti. L'organisation est très active dans les pays du Moyen-Orient, en Europe, en Asie centrale ainsi que dans les Balkans. Promouvoir un islam compatible avec la démocratie, tout en gardant les principes fondateurs de l'islam est l'activité principale de la Fondation Diyanet qui essaie d'exporter l'islam turc dans le monde musulman.¹⁰²

⁹⁷ Ahmet Erdi Öztürk et Semiha Sözeri, « Diyanet as a Turkish foreign policy tool: Evidence from the Netherlands and Bulgaria », *Politics and Religion*, vol. 11, n°3, p. 624.

⁹⁸ *Ibid*, p. 625.

⁹⁹ *Ibid*.

¹⁰⁰ Sevgi Adak, « Expansion of the Diyanet and the Politics of Family in Turkey under AKP Rule », *Turkish Studies*, vol. 22, n°2, 2021, p. 204.

¹⁰¹ *Ibid*.

¹⁰² Zana Çitak, « National conceptions, transnational solidarities: Turkey, Islam and Europe », *Global Networks*, vol. 18, n°3, 2018, p. 391.

4.3. Les limites du *soft power* turc

Traditionnellement, l'héritage kémaliste de la Turquie, le rôle des officiers militaires dans la fondation de la République, la géographie de la Turquie et les développements extérieurs dans le voisinage de la Turquie sont tous considérés comme des facteurs qui font de la Turquie une puissance dure et d'une politique étrangère turque sécurisée un résultat probable. Depuis la fondation de la République en 1923, la principale préoccupation de la Turquie a été d'assurer l'existence de l'État. Pour ce faire, le processus d'occidentalisation a été considéré comme la stratégie de sécurité la plus importante. La sécurité ultime de la Turquie dépendrait de la reconnaissance de la Turquie en tant que pays occidental par l'Occident lui-même.¹⁰³

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la principale préoccupation en matière de sécurité était de défendre l'intégrité territoriale de la Turquie contre d'éventuels assauts soviétiques dans le nord. La sécurité était définie à travers une approche néo-réaliste en ce sens que la principale menace provenait du monde extérieur et que les principales stratégies pour faire face à une telle menace existentielle consistaient à renforcer les forces militaires turques à l'intérieur du pays et à s'assurer l'aide de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des États-Unis contre les Soviétiques à l'étranger.¹⁰⁴

Pendant la guerre froide, les capacités de la Turquie en matière de *hard power* et de *soft power* étaient influencées par ses relations avec l'Occident. Les préoccupations extérieures sécuritaires de la Turquie et sa crédibilité aux yeux des pays du Moyen-Orient sont restées faibles. La Turquie, plutôt que d'avoir une identité internationale/sécuritaire propre, était considérée comme une extension naturelle de l'alliance de l'OTAN dans la région.¹⁰⁵ Cela a eu un impact négatif sur l'image de la Turquie, car un nombre important de pays du Moyen-Orient ont adopté des trajectoires socialistes et communistes de développement et de modernisation. Ils considéraient également l'OTAN comme un agent des puissances impériales dans leur région. L'Occident ne faisait qu'exploiter les ressources de la région et apporter un soutien inconditionnel à l'existence d'Israël.

¹⁰³ Doğan Gürpınar, « Foreign policy as a contested front of the cultural wars in Turkey: The Middle East and Turkey in the era of the AKP », *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 17, n°65, 2020, p. 11.

¹⁰⁴ İsmail Erkam Sula, « Turkish Foreign Policy in the Early Republican Period: An 'International Society' Approach », *Marmara Üniversitesi Siyasal Bilimler Dergisi*, vol. 9, n°1, pp. 1-16.

¹⁰⁵ Aleksey V. Yurk, « Syrian factor in Turkey-NATO relations: A minor barrier or the beginning of the end of bloc solidarity? », *Asia and Africa Today*, n°6, 2021, p. 22.

Un deuxième facteur limitant le potentiel du *soft power* de la Turquie est que, depuis 1923, elle a suivi une stratégie de modernisation et de développement différente de celle des pays situés au Moyen-Orient. La transformation de la société de manière descendante et le caractère laïc de la relation État-société ont été les deux principes fondamentaux définissant la modernisation turque. La Turquie a considéré les valeurs sociales façonnées par l’islam comme les plus grands obstacles au processus de modernisation et les principales raisons à son retardement. L’adoption par la Turquie d’une conception laïque de type français – refusant à la religion une place dans l’espace public – était en contradiction avec les pratiques du Moyen-Orient. L’islam a toujours constitué une part importante de la vie sociale dans les pays du Moyen-Orient.¹⁰⁶

Le troisième facteur qui a historiquement restreint le *soft power* de la Turquie était que la Turquie était considérée comme le successeur de l’Empire ottoman. L’hypothèse qui prévalait au Moyen-Orient était que la Turquie poursuivrait l’héritage impérial de l’Empire ottoman et tenterait de faire de son mieux pour exploiter les pays de la région du Moyen-Orient.¹⁰⁷

Après la désintégration de l’Union soviétique, les menaces pour la sécurité nationale de la Turquie ont augmenté. Contrairement à l’Europe occidentale, la Turquie n’a pas bénéficié des dividendes de la paix que la fin de la guerre froide a apportés. Les instabilités régionales émergentes dans les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient ont posé des problèmes de sécurité majeurs.¹⁰⁸

Les relations de la Turquie avec l’Occident se sont également détériorées dans les années 1990, car les partenaires occidentaux de la Turquie ont commencé à remettre en question l’identité occidentale de la Turquie en l’absence d’une menace soviétique commune.¹⁰⁹ Plus les références occidentales de l’identité turque étaient remises en question, plus la Turquie se sentait menacée par l’Occident. Étant donné que l’UE a commencé à considérer que le principal critère d’adhésion était une transformation libérale-démocratique, la Turquie a connu des relations difficiles avec l’UE car la lutte permanente contre le Parti des

¹⁰⁶ Meliha Benli Altunışık, « The Turkish model and democratization in the Middle East », *Arab Studies Quarterly*, vol. 27, n°1-2, 2005, p. 47.

¹⁰⁷ Andrew Mango, « The Turkish model », *Middle Eastern Studies*, vol. 29, n°4, 1993, p. 745.

¹⁰⁸ Evren Balta, « From geopolitical competition to strategic partnership: Turkey and Russia after the cold war », *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 16, n°63, 2019, p. 79.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 81.

travailleurs du Kurdistan (PKK) en interne a réduit la capacité de la Turquie à mettre en œuvre un tel processus.¹¹⁰ En outre, une majorité d'Européens pensait que l'adhésion de la Turquie à l'UE augmenterait les charges sécuritaires de l'UE parce que la Turquie est à cheval sur des géographies problématiques. Enfin, dès lors que le principal intérêt de l'UE en matière de sécurité a été défini de manière à poursuivre le processus d'intégration, l'adhésion de la Turquie aurait pu y mettre un frein, car il existait de sérieuses différences entre la Turquie et l'UE en termes de conditions économiques structurelles et sociopolitiques ainsi que d'attributs culturels.

Les relations troublées de la Turquie avec les États-Unis ont également diminué le potentiel du *soft power* de la Turquie. Les relations d'alliance entre les deux pays, qui avaient caractérisé les années de la guerre froide, se sont progressivement transformées en un partenariat stratégique dans les années 1990, qui a ensuite cédé la place à une simple coopération sur certaines questions-clés. Avec la transformation de l'OTAN, passant d'une alliance occidentale de défense collective à une organisation mondiale de sécurité collective semi-politique et semi-militaire, l'adhésion de la Turquie à l'OTAN n'a pas sanctifié son identité occidentale.

La Turquie a également commencé à connaître des menaces pour sa sécurité intérieure, principalement à travers les questions de la montée de l'islam politique et du séparatisme kurde. Ces difficultés étaient simplement abordées comme des problèmes de sécurité, plutôt que comme des questions politiques, car elles constituaient des menaces existentielles pour la sécurité du caractère laïc, unitaire et homogène du régime kémaliste. Au cours des années 1990, la Turquie a également été exposée à une multitude de menaces sécuritaires de nouvelle génération, telles que le commerce illégal de drogues, de biens et d'êtres humains, le crime organisé, le terrorisme national et transnational, la pollution environnementale, la corruption politique, la prolifération des armes de destruction massive, etc.¹¹¹

Confrontée à de telles menaces pour sa sécurité, la Turquie a eu recours à une logique instrumentale pour y faire face. Les stratégies coercitives – lire le *hard power* –, en

¹¹⁰ Eric W. Schoon, « Building legitimacy: Interactional dynamics and the popular evaluation of the Kurdistan workers' party (PKK) in Turkey », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 28, n°4-5, 2017, p. 740.

¹¹¹ Ramazan Erdağ, « Security Environment and Military Spending of Turkey in the 2000s », *Contemporary Review of the Middle East*, vol. 8, n°1, 2021, p. 128.

particulier, sont devenues populaires vis-à-vis des voisins du sud et de l'est, car la disparition de l'Union soviétique a privé de nombreux voisins de la Turquie de la capacité de moderniser leur armée et de développer leur économie. Par exemple, la Turquie s'est comportée comme une puissance dure typique vis-à-vis de la Syrie. Fin 1998, la Turquie a mis en garde la Syrie contre les conséquences désastreuses de l'hébergement des terroristes du PKK sur le territoire syrien. Le déploiement de troupes turques à la frontière syrienne avait pour but de faire comprendre que si les autorités syriennes n'expulsaient pas Abdullah Öcalan, le chef du PKK hors-la-loi, la Turquie devrait prendre des mesures militaires en retour. Au final, cette stratégie a porté ses fruits et Öcalan a fui la Syrie.¹¹²

L'approche de la Turquie à l'égard du nord de l'Irak est un autre exemple de l'identité de puissance dure de la Turquie au cours de la première décennie de l'ère post-guerre froide. La Turquie a longtemps mené une politique étrangère « militarisée » à l'égard du nord de l'Irak. Le nord de l'Irak était important aux yeux de la Turquie pour deux raisons principales.¹¹³ Premièrement, le maintien des sanctions à l'encontre de Bagdad et la protection internationale du nord de l'Irak auraient pu accélérer le processus aboutissant à la création d'un Kurdistan indépendant, un anathème pour la Turquie.¹¹⁴ Deuxièmement, les forces du PKK auraient pu trouver un sanctuaire sûr dans la région en raison de la vacance du pouvoir. Afin de prévenir de tels développements, la Turquie a poursuivi cinq stratégies. La première consistait à soutenir pleinement l'idée que l'Irak devait rester unitaire. La deuxième consistait à soutenir les communautés turcomanes du nord de l'Irak afin d'équilibrer l'influence croissante des Kurdes. La troisième était d'exploiter toutes les opportunités pour chasser les combattants du PKK. Quatrièmement, la volonté d'établir une coopération avec les voisins de l'Irak, qui abritent également un nombre important de Kurdes.¹¹⁵ Et le cinquième était de plaider auprès des Américains pour qu'ils tolèrent les opérations militaires de la Turquie dans le nord de l'Irak en échange de son acquiescement à la poursuite de l'opération *Provide Comfort/Operation Northern Watch* basée dans le sud de la Turquie.¹¹⁶

¹¹² Mahmut Bali Aykan, « The Turkish-Syrian Crisis of October 1998: a Turkish view », *Middle East Policy*, vol. 6, n°4, 1999, p. 174.

¹¹³ Spyridon Plakoudas, « The Syrian Kurds and the Democratic Union Party: The Outsider in the Syrian War », *Mediterranean Quarterly*, vol. 28, n°1, 2017, p. 104.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 106.

¹¹⁶ Henri J. Barkey, « Hemmed in by Circumstances: Turkey and Iraq since the Gulf War », *Middle East Policy*, vol. 7, n°4, 2000, p. 117.

Le potentiel de la Turquie en matière de *soft power* a également été sérieusement limité par le fossé croissant entre les attentes occidentales selon lesquelles la Turquie pourrait devenir un modèle pour les nouveaux États indépendants d'Asie centrale et du Caucase et sa capacité à tenir ses promesses à cet égard. Le déficit démocratique de la Turquie et ses fragilités structurelles sur le plan intérieur se sont conjugués pour la priver de la capacité de jouer un rôle de « grand frère » dans ces régions.

Dans ce contexte, la montée en puissance de la Turquie en tant que puissance douce, en particulier dans le contexte de la région du Grand Moyen-Orient, est quelque chose de tout à fait nouveau et justifie une étude individuelle (voir *infra*).

5. Puissance douce saoudienne

5.1. Arabie Saoudite, gardienne des lieux saints de l'islam

L'une des sources les plus importantes du *soft power* de l'Arabie saoudite est l'islam et la légitimité qui en découle pour le gouvernement saoudien auprès des musulmans.¹¹⁷ Ce pays occupe une place spéciale aux yeux des musulmans du monde entier. Il est considéré comme un havre de paix et un refuge et un protecteur pour les musulmans. L'existence des sanctuaires les plus sacrés de l'islam à La Mecque et à Médine en Arabie saoudite permet au pays de prétendre au rôle de défenseur et de leader du monde islamique. Par ailleurs, le pays revendique le titre de gardien des deux lieux saints, et dès lors le droit de diriger le monde islamique.

L'Arabie saoudite affiche sa puissance à travers trois dimensions différentes. Les première et deuxième dimensions se concentrent sur l'équipement militaire et les traités régionaux. Mais la troisième dimension consiste à montrer que l'Arabie saoudite est le principal soutien des musulmans grâce à ses capacités financières et politiques. Chaque année, à l'occasion du « Hajj », des millions de musulmans se rendent au pèlerinage à la Mecque.¹¹⁸ Le Hajj annuel est une bonne occasion pour les Saoudiens de se présenter comme le gardien des deux saintes mosquées. La langue arabe est une autre ressource du *soft power* de l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, l'arabe compte plus de 300 millions de locuteurs dans le monde, dont 90% sont musulmans.¹¹⁹ Le Coran, le texte religieux central de l'islam, est en arabe. L'arabe est donc apparenté à la langue de l'islam. Dans les premiers siècles de l'avènement de l'islam, en particulier durant l'âge d'or de l'islam, la plupart des ouvrages scientifiques islamiques, tels que le *Canon de la médecine* d'Avicenne¹²⁰ étaient écrits en arabe. Dans les années 1980, lorsque Faisal bin Abdulaziz a visité le Pakistan, Muhammad Zia-ul-Haq a ordonné de remplacer le persan par l'arabe dans les écoles et les universités.

5.2. Puissance financière et économique

¹¹⁷ Joseph M. Dondelinger, « Cultural contradictions of soft power and Islam », *Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. 20, n°1-2, 2008, p. 48.

¹¹⁸ Louise Barthe Friederike, « Un pèlerinage à La Mecque », *Commentaire*, n°4, 2011, p. 1201.

¹¹⁹ Raimo Vayrynen, « Economic and military position of the regional power centers », *Journal of Peace Research*, vol. 16, n°4, 1979, p. 359.

¹²⁰ Avicenne, *Canon de la médecine*, XI^e siècle, connu aussi sous le nom de « *Kitab Al Qanûn fi Al-Tibb* ».

La ressource ultime et essentielle du *soft power* de l'Arabie saoudite repose dans sa puissance financière et économique. Au cours des dernières décennies, les revenus pétroliers ont permis aux Saoudiens de dépenser énormément d'argent à l'étranger. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite possède des investissements dans plus de nonante-cinq pays en Asie, en Afrique et d'autres régions du monde, faisant de l'Arabie saoudite un acteur efficace dans les pays en voie de développement et au sein des organisations internationales comme le G20 et l'Organisation de la coopération islamique (OCI).¹²¹

5.3. Diplomatie religieuse : LIM

La diplomatie publique de l'Arabie saoudite comprend également la diplomatie médiatique, la diplomatie religieuse et des activités caritatives.¹²² Dans le domaine de la diplomatie religieuse, les organisations religieuses saoudiennes telles que la Ligue mondiale des musulmans (LIM) et la Ligue mondiale des jeunes musulmans soutiennent un réseau de mosquées et d'écoles islamiques comme celle d'Ahl-Hadith au Pakistan.¹²³

En ce qui concerne la diplomatie culturelle de l'Arabie saoudite, les universités et les organisations islamiques jouent un rôle essentiel. Par exemple, le ministère de l'Éducation octroie des fonds à quatre-cents étudiants originaires d'Afghanistan chaque année. En 2016, plus de septante mille étudiants internationaux ont vécu et étudié en Arabie saoudite, un chiffre qui augmente chaque année.

La Ligue islamique mondiale (LIM) et le Centre de dialogue interreligieux et interculturel du Roi Abdullah bin Abdulaziz (KAICIID) sont deux importants organismes religieux saoudiens. La Ligue islamique mondiale a été fondée en 1962 à La Mecque pour créer un réseau d'experts religieux à travers le monde. Les efforts de la LIM peuvent être résumés comme suit : organisation de séminaires et de conférences sur les questions islamiques, publication de livres et de revues, activités philanthropiques, construction et financement de mosquées et d'autres organisations religieuses dans le monde entier et envoi de prédicateurs islamiques dans d'autres pays.

¹²¹ Tim Niblock, *Saudi Arabia: Power, legitimacy and survival*, Routledge, 2004, p. 135.

¹²² Nabil Mouline, « Saudi Arabia: A new religious diplomacy? », *Politique étrangère*, n°1, 2020 p. 46.

¹²³ *Ibid.*

6. Les impacts sécuritaires des conflits au Moyen-Orient

6.1. Le cas du conflit syrien

A l'instar des autres pays de la région touchés par le Printemps arabe, la Syrie a connu des revendications populaires dès 2011. Des manifestations d'une envergure sans précédent ont eu lieu dans toutes les grandes villes du pays, associées à des revendications de changements institutionnels et une gouvernance plus démocratique. Face à ces réclamations, le gouvernement syrien a choisi de réprimer la foule. Plusieurs milliers de manifestants ont été arrêtés et tués. Une opposition armée s'est formée autour d'anciens officiers de l'armée syrienne, mais également autour de jeunes combattants syriens issus de la société et d'éléments islamistes, soutenus par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. C'est ainsi que l'armée syrienne libre fut reconnue par la société internationale en tant qu'interlocutrice principale des gouvernements. Néanmoins, cette opposition était vouée dès le départ à l'échec pour deux raisons.

La présence d'éléments islamistes inquiéta très vite l'opinion publique quant à ses intentions dans ce conflit. L'expérience tunisienne, et plus tard égyptienne, a démontré que, pendant les périodes de transition, les mouvements islamistes pouvaient remporter les élections grâce à leurs organisations structurées. En outre, le régime syrien avait réussi à résister à l'opposition par divers moyens. Tout d'abord, il pouvait se reposer sur une armée fidèle avec un commandant alaouite. En outre, le régime était soutenu par les alaouites et les chrétiens qui composent ensemble 20% de la population, minorités très puissantes dans le pays.¹²⁴ A cela, il faut encore ajouter la bourgeoisie sunnite qui, par crainte de la montée en puissance des Frères musulmans, s'était ralliée à Damas.¹²⁵ Le soutien des pays étrangers, tels que la Russie et l'Iran, s'est également révélé très efficace pour le maintien du régime de Bachar-al-Assad. Enfin, l'incapacité des instances internationales, comme le Conseil de sécurité de l'ONU, à gérer la guerre civile syrienne illustre la division entre les membres permanents face à ce conflit.¹²⁶

¹²⁴ Kamal Bayramzadeh, « La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien », *op. cit.*

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*

La Syrie est un allié historique de l'Iran depuis 1979.¹²⁷ Pendant la guerre qui opposa l'Iran et l'Iraq entre 1980 et 1988¹²⁸, le régime de Damas était le seul pays arabe qui soutenait Téhéran. La rivalité entre la Syrie et l'Irak, leur opposition à la politique étrangère américaine, qu'ils qualifient d'impérialiste, et leur hostilité vis-à-vis d'Israël renforcent cette alliance stratégique. Davantage liée par un pragmatisme politique que par des motivations religieuses, cette alliance est décrite par les puissances monarchiques comme un art chiite. Empêcher le renversement de régime en Syrie devient un enjeu sécuritaire pour Téhéran dans le maintien de sa sécurité régionale. C'est essentiel pour l'approvisionnement du Hezbollah, l'autre allié stratégique de l'Iran. En effet, le Hezbollah joue un rôle primordial dans la politique étrangère iranienne vis-à-vis d'Israël et dans le discours iranien sur le conflit israélo-palestinien. Un changement de régime potentiellement hostile à l'influence iranienne signifierait un affaiblissement de sa puissance dans la région et éventuellement la perte du Hezbollah comme moyen de pression sur Israël ainsi que sur la scène politique libanaise. De plus, la Syrie contribue au détournement des sanctions internationales qui pèsent sur l'économie iranienne. Ce sont les raisons pour lesquelles l'Iran considère que ce conflit menace sa profondeur stratégique.

Au niveau régional, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite ont occupé une place majeure dans le conflit syrien, que ce soit en parrainant différents acteurs ou en intervenant directement. L'implication des puissances régionales qui ont pris des initiatives dès le début du conflit, en particulier l'Iran, la Turquie et les puissances du Golfe, a eu tendance à s'équilibrer au fur et à mesure du temps, créant ainsi une impasse jusqu'à la fin du conflit et la défaite de l'État islamique. Après l'implication des États-Unis et de la Russie dès 2014-2015, l'impact des puissances régionales s'est réduit, même si l'Iran et la Turquie continuent à jouer un rôle important.

L'Iran était la plus importante puissance régionale impliquée dans la guerre civile en Syrie et ses actions ont sans doute sauvé le régime de Bachar el-Assad. La République islamique s'est alliée à la Syrie peu après la révolution de 1979 et considérait la préservation du régime d'Assad comme un devoir historique envers un allié de longue date et une nécessité stratégique pour maintenir un lien-clé avec ses alliés au Liban et en Irak. Si, dans un premier

¹²⁷ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Iran dans son contexte régional », *op. cit.*, p. 529.

¹²⁸ Dorothee Schmid, « Le golfe, de la géopolitique à la politique tout court », *Politique étrangère*, n°1, 2020, p. 10.

temps, l'Iran a mis en garde Assad contre une violence excessive en 2011, lorsque les contestations ont pris une dimension de guerre civile, Téhéran a encore doublé son soutien. Comme la Russie, elle a envoyé un soutien économique et militaire, y compris des prêts de 4,6 milliards de dollars américains, du pétrole à prix très réduit et de nombreux armements. Néanmoins, le soutien le plus important fut le personnel militaire, que ce soit des experts ou tout simplement des combattants. En effet, l'Iran a envoyé son allié libanais, le Hezbollah, pour combattre aux côtés des forces armées syrienne en 2012. Qassem Soleimani, chef de la Force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran (GRI), a été le premier à se rendre en Syrie pour soutenir l'effort de guerre. Il a aidé à réorganiser l'armée syrienne, à mettre en place des forces paramilitaires dont les nouvelles Forces de défense nationale (FDN) et fait venir des combattants chiites étrangers d'Irak, du Liban, d'Afghanistan et du Pakistan. Ces forces dirigées par l'Iran ont joué un rôle de premier plan dans des batailles cruciales telles que celles de Qusayr (2013), Qalamoun (2013-14) et Alep-Est (2016). Soleimani était également en partie responsable des actions de la Russie en 2015, puisqu'il s'est rendu en avion à Moscou pour demander le soutien des forces russes sur le terrain.¹²⁹

De même que la Russie, l'Iran a établi une présence beaucoup plus significative en Syrie qu'avant 2011. L'Iran est également devenu le premier partenaire commercial de la Syrie, notamment en matière d'armement et sur le plan énergétique. Au niveau social, le général Soleimani a favorisé l'émergence d'un petit mais loyal cadre au sein de la population syrienne. Militairement, l'Iran a construit jusqu'à dix bases en Syrie, utilisées pour former sa milice, le réapprovisionnement du Hezbollah et le maintien de la pression sur le voisin israélien.¹³⁰

Outre les affrontements potentiels avec Israël, l'Iran doit faire face à la concurrence de son allié, la Russie, pour maintenir son influence dans la Syrie post-conflit. Tous les deux sont favorables au maintien au pouvoir d'Assad, mais les priorités et les approches diffèrent. Alors que la Russie a cherché à renforcer l'État syrien en renforçant l'armée et les institutions syriennes, l'Iran a favorisé les milices sub-étatiques.¹³¹ En conséquence ils ont des alliés militaires différents en Syrie : Moscou est proche de l'armée, Téhéran est proche des FDN et d'autres milices. Géographiquement, la Russie concentre ses forces sur la côte, près de ses

¹²⁹ B. Sharafedin, « General Qasem Soleimani: Iran's rising star », *BBC Persian*, 2015.

¹³⁰ S. Hatahet, « *Russia and Iran: Economic Influence in Syria* », Royal Institute of International Affairs, 2019, p. 3.

¹³¹ Ali Akbar, « Iran's soft power in Syria after the Syrian civil war », *Mediterranean Politics*, 2021, p. 8.

bases de Lattaquié et de Tartous, tandis que l'Iran donne la priorité au sud de Damas et aux routes de liaison qui relient l'aéroport de Damas, le sanctuaire de Sayyeda Zeinab et les montagnes de Qalamoun, tandis que le Hezbollah a pris le contrôle effectif de la ville frontalière de Qusayr.¹³² Le désir de la Russie d'obtenir des avantages économiques en Syrie constitue également un risque et une potentielle source de conflit pour l'Iran car les entreprises russes sont préférées aux entreprises iraniennes dans certains secteurs. Bien qu'il soit peu probable que cela mette fin à l'alliance entre la Russie, l'Iran et la Syrie, des tensions entre forces mandataires fragilise cette alliance stratégique.

La décision de la Turquie de changer de position vis-à-vis de Bashar al-Assad, en appelant à sa destitution fin 2011 alors qu'elle entretenait auparavant une relation amicale, fut la première réaction d'Ankara face à cette crise. La Turquie a parrainé l'opposition politique en exil, notamment le Conseil national syrien (CNS) et son successeur la Coalition de l'Opposition Syrienne (COS), et a facilité l'armement de nombreux groupes rebelles armés. Le Premier ministre turc de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, pensait que la chute d'Assad était inévitable et espérait qu'en soutenant l'opposition, en particulier ceux qui sont alignés avec les Frères musulmans, un gouvernement pro-turc émergerait. Cependant, lorsqu'Assad s'est accroché au pouvoir grâce aux aides iraniennes et russes et que les États-Unis ne sont pas intervenus comme espéré, Ankara a dû changer sa politique régionale. Avec l'intervention de la Russie en 2015, Erdoğan a modifié l'ordre de ses priorités.¹³³ Bien qu'il appelait toujours au départ d'Assad, en privé, la priorité de la Turquie en Syrie fut réduite à la situation sécuritaire à sa frontière sud : empêcher l'effondrement d'Idlib et contenir les milices kurdes.¹³⁴ L'intransigeance turque à l'égard des Kurdes a contribué à la faiblesse des rebelles en tant qu'opposition. Ankara a insisté pour que le PYD¹³⁵, un affilié des séparatistes kurdes turcs du PKK, soit exclu de tout groupe d'opposition syrien. En conséquence, le PYD qui se méfiait déjà du COS a poursuivi son propre chemin, s'opposant à Assad et profitant de la guerre civile pour obtenir l'autonomie kurde plutôt que de rejoindre les principaux groupes rebelles. Les milices du PYD, les YPG¹³⁶ et YPJ¹³⁷, entraînés et armés par le PKK, sont

¹³² Camille Leprince, « L'intervention russe en Syrie », *Esprit*, n°5, 2021, p. 16.

¹³³ Adrien Sémon, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, n°3, 2021 p. 73.

¹³⁴ Elsa Tulin Sen, « Le conflit syrien: un élément perturbateur du mouvement social kurde en Turquie », *Confluences Méditerranée*, n°2, 2021, p. 201.

¹³⁵ PYD : Parti de l'union démocratique ou en kurde *Partiya Yekîtiya Demokrat*, abrégé PYD.

¹³⁶ YPG : Unités de protection du peuple ou en kurde *Yekîneyên Parastina Gel*, abrégé YPG.

¹³⁷ YPJ : Unités de protection de la femme ou Unités de défense de la femme ou en kurde *Yekîneyên Parastina Jin*, abrégé YPJ.

devenus les combattants kurdes les plus puissants. Ils ont rapidement dominé l'est de la Syrie alors que les forces du régime se retiraient pour combattre les rebelles ailleurs. Encore plus inquiétante fut la décision de Washington en 2014 d'armer les YPG pour lutter contre l'État islamique, les aidant ainsi à créer une force plus large et efficace que les combattants arabes. La stratégie américaine qui a porté ses fruits et a réussi repousser les combattants de Daesh a fait en sorte qu'Ankara s'est retrouvé face à la perspective d'un gouvernement dominé par le PYD ou au moins une région autonome, à l'instar du Kurdistan d'Iraq et soutenu par les États-Unis le long de sa frontière sud. Pour éviter cela, elle a lancé deux incursions en Syrie. Tout d'abord, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » en 2016, qui visait les positions de l'EI le long de la frontière. L'opération « Rameau d'olivier » en 2018 a ensuite mené à l'attaque directe d'Afrine, en utilisant une combinaison de militaires turcs et de *proxies* rebelles pour éjecter le PYD. Officiellement, ces provinces étaient alors dirigées par les forces rebelles, mais elles étaient contrôlées dans les faits par Ankara. De nombreuses sources ont accusé la Turquie de procéder à un nettoyage ethnique des Kurdes pour transformer définitivement la région en un satellite pro-turc. Erdoğan a donc réagi positivement à la décision de l'administration Trump de retirer ses troupes, ce que la Turquie a longtemps réclamé.

Cependant, la Russie a, elle aussi, contribué de façon majeure au conflit. Les opérations « Bouclier de l'Euphrate » et « Rameau d'olivier » ont été approuvées par la Russie dans le cadre d'accords plus larges avec Moscou, et toute attaque future en aurait également eu besoin. Toutefois, Poutine préférait que ce soit Assad, et non Ankara, qui prenne le contrôle de l'est de la Syrie. Moscou est depuis longtemps favorable à un accord entre le PYD et le gouvernement central dans lequel l'État syrien reprendrait pacifiquement l'est du pays et que le YPG soit intégré à l'armée du pays. Les dirigeants du PYD étaient divisés sur ce point, mais la plupart d'entre eux préférèrent cet accord à une attaque turque.

Un autre enjeu important pour la Turquie est la crise migratoire qui résulte de cette guerre. La Turquie craint que beaucoup fuient la Syrie s'ajoutant ainsi aux trois à quatre millions de réfugiés syriens qu'elle a déjà du mal à accueillir. Elle craint également que les djihadistes des organisations affiliées à Al-Qaïda s'infiltrerent dans ce flux migratoire et traversent avec eux les frontières turques.

L'Arabie saoudite a vu son influence sur le conflit, autrefois considérable, diminuer au cours des dernières années. Dès le début du conflit, Riyad était enthousiaste face à

l'instabilité de la Syrie et a soutenu l'opposition anti-Assad en parrainant divers groupes de rebelles dans les premières années de la guerre. Néanmoins, les actions saoudiennes ont contribué à la faiblesse des rebelles car, en soutenant de multiples groupes rivaux plutôt qu'une seule entité, ils ont divisé l'opposition. L'Arabie saoudite a soutenu tout groupe d'opposition qui contrait le régime d'Assad et qui combattait les intérêts iraniens dans le pays. Toutefois, ce soutien n'était pas sans condition. En effet, dans le conflit syrien, certains groupes rebelles étaient très proches des Frères musulmans. Ces groupes avaient obtenu le soutien de la Turquie et du Qatar. Or, depuis le Printemps arabe en 2011, l'Arabie saoudite est en désaccord avec tout gouvernement qui émerge de ce mouvement islamique. Ce fut le cas de l'Égypte quand Mohammed Morsi, un frère musulman, a été élu démocratiquement. Les relations entre l'Égypte et l'Arabie saoudite à cette époque étaient au plus bas. Néanmoins, l'Arabie saoudite a joué un rôle majeur dans le conflit syrien en fournissant des moyens financiers et militaires considérables aux opposants syriens, y compris des groupes extrémistes djihadistes, s'inspirant du wahhabisme saoudien.

Pourtant, l'influence saoudienne a fini par s'estomper. Suite à l'intervention de la Russie et au soutien indéfectible de l'Iran, Riyad s'est résolue à reconnaître l'évolution des conditions sur le terrain. Parallèlement, l'Arabie saoudite était occupée ailleurs par la guerre au Yémen depuis 2015 et son blocus du Qatar depuis 2017. Riyad a finalement réduit son soutien aux rebelles armés peu après que Donald Trump l'a fait.

6.2. Le cas du conflit yéménite

La crise yéménite en 2011 constitue une menace sécuritaire pour Riyad pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le Yémen est peuplé d'une forte minorité zaydite (branche de chiisme), les Houthis qui, selon les Saoudiens, sont soutenus par l'Iran. Par ailleurs, le Sud de l'Arabie saoudite est majoritairement chiite, notamment dans les provinces de Najran et d'Asir. Cela représente une problématique sécuritaire presque insurmontable au cœur de la zone d'influence saoudienne, car le rapprochement entre l'Iran et les Houthis constitue un chamboulement au niveau de l'équilibre des puissances dans la péninsule arabique. En effet, les Houthis peuvent être comparés au Hezbollah libanais par leur organisation politique et militaire.¹³⁸ Un autre facteur contribuant à l'importance de ce pays repose sur la position

¹³⁸ Laurent Amelot, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre-terre*, 2015, n°44, p. 333.

stratégique du Yémen qui contrôle avec Djibouti le détroit de Bab-el-Mandeb, l'un des passages maritimes les plus importants en termes d'approvisionnement énergétique.¹³⁹ De plus, avec le changement de monarque en 2015, Riyad change sa politique défensive vis-à-vis de la politique d'influence et de l'envie hégémonique iranienne ; elle adopte une politique offensive, marquée par son intervention au Yémen.

Ceux sont les raisons pour lesquelles, en mars 2015, l'Arabie saoudite mène une coalition composée par des pays sunnites, dont les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), excepté Oman, contre les Houthis.¹⁴⁰ Une autre coalition de trente-quatre pays est formée par Riyad en décembre 2015 afin de combattre le terrorisme face à la critique des Occidentaux quant à des soupçons sur le soutien des groupes représentant l'islamisme radical. Cette coalition visait sans doute l'État islamique, mais ne le désignait pas spécifiquement, ce qui laissait croire que les Houthis et les milices chiites pourraient être une cible de cette coalition. Cette opération militaire est perçue comme un signe de solidarité au sein du monde arabe et sunnite face à l'influence iranienne. Cependant, il faut relativiser le rôle de ces deux pays dans le conflit cité ci-dessus car les acteurs locaux bénéficient tout de même d'une marge de manœuvre et d'une certaine autonomie vis-à-vis de Téhéran et de Riyad.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 332.

¹⁴⁰ Laurent Amelot, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *op. cit.*, p. 329.

Conclusion

Au cours de cette étude, nous avons étudié la politique étrangère des trois puissances de la région, l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite. Nous avons tenté d'expliquer quels sont les soutènements de leur politique étrangère. Nous avons vu que la source principale de la politique étrangère iranienne débute avec la révolution de 1979. A cette date, la politique étrangère iranienne, qui était jusqu'alors principalement basée sur l'intérêt national, se voit compléter d'un volet universaliste, basé à la fois sur les principes islamiques et la solidarité entre les musulmans. Le but ultime de la révolution iranienne était de s'étendre à tous les pays du monde musulman, de s'exporter afin de libérer les peuples de l'emprise impérialiste occidentale. Cette politique est menée par les institutions subordonnées au Guide suprême. Cela dépasse les tâches confiées au ministère des affaires étrangères qui fait partie du pouvoir exécutif. D'autres acteurs et organisations tels que les Gardiens de la révolution (Qods), le réseau de clergés chiites et ses organisations annexes, les activités culturelles de l'ICRO et les activités médiatiques sont les dépositaires de la projection de la politique étrangères iranienne. Cette multiplicité d'acteurs peut parfois constituer un frein à la cohérence de la diplomatie publique iranienne et prêter à confusion. Tandis que le Guide suprême définit la politique et exécute avec les agences subordonnées, le Président tente de mener une politique plus réaliste et de se montrer crédible sur la scène internationale.

Dans le cas de la Turquie, la politique étrangère s'articule différemment de celle de son voisin iranien. Le nationalisme turc né avec Kemal Atatürk a pris des dimensions multiples. Depuis l'arrivée de l'AKP et l'établissement d'une nouvelle politique étrangère, la Turquie est aussi active en matière de puissance douce qu'en puissance dure. La Turquie recourt très aisément à des moyens coercitifs quand ses intérêts nationaux sont en jeu. L'exemple du conflit syrien est révélateur de la flexibilité de sa politique étrangère. Au cours de ce conflit, Ankara a changé radicalement sa position suite aux menaces sécuritaires que posait la faction kurde au nord de la Syrie ainsi que la menace d'extrémisme religieux. Un autre aspect important de cette politique est sa dimension religieuse. En effet, nous pouvons constater que la Turquie est devenue très active sur le plan religieux depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdoğan en 2002. Plusieurs faits attestent de cette hypothèse, notamment la rhétorique du président de la République, son rapprochement avec les Frères musulmans, la création d'organisations telles que la Fondation Diyanet, la contribution et le soutien du pays aux mouvement islamistes et, récemment, la transformation de la Basilique Sainte-Sophie en

mosquée. L'une des caractéristiques qui distinguent également la Turquie de l'Iran est la concentration du pouvoir et le centre de prise de décision en Turquie. Nous avons vu que l'Iran éprouve des difficultés ou, à tout le moins, fait preuve d'une certaine incohérence à travers l'articulation de sa politique étrangère en raison du système dualiste entre le Président et le Guide suprême alors qu'en Turquie, le président Erdoğan bénéficie d'une autonomie très large dans le processus décisionnel. En outre, la Turquie tente de s'afficher comme un leader et un exemple dans le monde musulman.

Quant à l'Arabie saoudite, plusieurs éléments la différencient des deux autres pays étudiés. Le plan d'action de Riyad s'articule autour de plusieurs axes, le plus important étant son rôle prétendu de leader du monde musulman. Le fait que l'Arabie saoudite arbitre les lieux saints de l'islam lui donne davantage de crédibilité pour prétendre à ce rôle. A cette fin, le pays peut employer une multitude d'instruments ayant une efficacité variable. La création des organisations telles que la Ligue islamique mondiale (LIM), la création de la chaîne télévision *Al-Arabiya*, le soutien financier des pays en voie de développement permettent à l'Arabie saoudite d'agir dans son intérêt national. Néanmoins, la puissance douce de l'Arabie saoudite rencontre des difficultés non négligeables. Contrairement à l'Iran et à la Turquie, l'Arabie saoudite investit nettement moins dans sa diffusion culturelle. Deuxièmement, la religion, comme nous l'avons mentionné précédemment, occupe une part importante de la politique étrangère de l'Arabie saoudite, notamment à travers le wahhabisme. Or, cette forme d'islam rigoriste ne fait pas l'unanimité dans le monde musulman et encore moins dans le monde occidental.

Malgré ces éléments de contraste, nous avons tout de même rencontré aussi des similarités dans la politique étrangère de ces pays. Tel qu'expliqué dans le cadre théorique, le *soft power* est un moyen d'atteindre des objectifs par d'autres voies que les moyens coercitifs. Or, au vu de la situation de la région, nous pouvons constater que cette puissance douce se matérialise très rapidement sur le terrain. En d'autres termes, le *soft power* est un moyen pour atteindre les objectifs de type *hard power*. Alors que le *soft power* devrait être une fin en soi, ces trois puissances l'utilisent à des fins stratégiques pour défendre leurs intérêts nationaux. En outre, cette forme de puissance douce reste principalement subordonnée à la volonté de ces États, ce qui est contraire à la définition que donne Nye de ce concept. Les autres acteurs non-étatiques sont aussi dépositaires de cette forme de puissance mais, dans le cas de notre étude, nous avons pu observer que ces organisations restent

subordonnées à l'action étatique. Ils ne sont dès lors pas tout à fait indépendants et agissent comme une extension de l'appareil gouvernemental.

Enfin, nous pouvons conclure qu'à travers cette concurrence hégémonique dans la région, aucune des trois puissances étudiées n'a la capacité de dominer l'autre. La situation au Moyen-Orient est un jeu à somme nulle. Il existe un dilemme de sécurité qui ne permet pas d'apaiser les tensions et les conflits.

Bibliographie

Articles de revue

Adak Segvi, « Expansion of the Diyanet and the Politics of Family in Turkey under AKP Rule », *Turkish Studies*, vol. 22, n°2, 2021, pp. 200-221.

Akbar Ali, « Iran's soft power in Syria after the Syrian civil war », *Mediterranean Politics*, 2021, pp. 1-23.

Aliyev Anar et Ashifa Dr. KM, « Internal and External Factors Determining Foreign Policy of Iran: Prospects and Perspectives », *Journal of Contemporary Issues in Business and Government*, vol. 27, n°3, 2021, pp. 1158-1167.

Altunışık Meliha Benli, « The Turkish model and democratization in the Middle East », *Arab Studies Quarterly*, vol. 27, n°1-2, 2005, pp. 45-63.

Amelot Laurent, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre-terre*, 2015, n°44, pp. 329-338.

Arif Beston Husen, « Iran's struggle for strategic dominance in a post-Isis Iraq », *Asian Affairs*, vol. 50, n°3, 2019, pp. 344-363.

Aykan Mahmut Bali, « The Turkish-Syrian Crisis of October 1998: a Turkish view », *Middle East Policy*, vol. 6, n°4, 1999, pp. 174-191.

Balci Ali et Yeşiltaş Murat, « A dictionary of Turkish foreign policy in the AK party era: a conceptual map », *SAM Papers*, n°7, 2013, pp. 5-35.

Balta Evren, « From geopolitical competition to strategic partnership: Turkey and Russia after the cold war », *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 16, n°63, 2019, pp. 69-86.

Barah Mikail, « Al-'Alam : Expression d'un échec médiatique iranien ? », *Confluences Méditerranée*, n°69, 2009, pp. 113-125.

Barkey Henri J., « Hemmed in by Circumstances: Turkey and Iraq since the Gulf War », *Middle East Policy*, vol. 7, n°4, 2000, pp. 110-126.

Bayramzadeh Kamal, « Crises et conflits au Moyen-Orient : quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *Études internationales*, vol. 47, n° 2-3, 2016, pp. 87-106.

Bayramzadeh Kamal, « La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien », *Cahiers de Science Politique*, n° 27, 2013 (disponible à l'adresse suivante : <https://popups.uliege.be/1784-6390/index.php?id=723#tocto1n5> consultée le 3 juillet 2021).

Bégat Jean-Baptiste et Ramond Pierre, « Opposition Iran chiite/Arabie saoudite sunnite... Des discours à la réalité », *Diplomatie*, n°91, 2018, pp. 44-48.

Burdy Jean-Paul, « La République islamique d'Iran, au cœur de recompositions potentielles au Moyen-Orient, 2001-2014 », *Diplomatie*, n°70, 2014, pp. 40-45.

Buzan Barry, « New Patterns of Global Security in the Twenty-First Century », *International Affairs*, vol. 67, n°3, juillet 1991, pp. 431-451.

Chabbi Mourad, « Désir mimétique et engrenage guerrier des Janus du golfe : Téhéran et Riyad à la manœuvre », *Études internationales*, vol. 47, n°2-3, 2016, pp. 133-153.

Chagnollaud Jean-Paul, « L'Iran, une puissance virtuelle ? », *Confluences Méditerranée*, n°65, 2008, pp. 9-15.

Çitak Zana, « National conceptions, transnational solidarities: Turkey, Islam and Europe », *Global Networks*, vol. 18, n°3, 2018, pp. 377-398.

Cohen Matthew S., « Ahmet Davutoğlu's academic and professional articles: understanding the world view of Turkey's former prime minister », *Turkish Studies*, vol. 17, n°4, 2016, pp. 527-543.

Ding Sheng, « To build a “harmonious world”: China’s soft power wielding in the global south », *Journal of Chinese Political Science*, vol. 13, n°2, 2008, pp. 193-213.

Ding Sheng, « Analyzing Rising Power from the Perspective of Soft Power: a new look at China’s rise to the status quo power », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n°64, 2010, pp. 255-272.

Di Ricco Massimo, « No News from Tehran: HispanTV First Voyage to Latin America », *Centro Argentino De Estudios Internacionales*, 2012, pp. 1-21.

Djalili Mohammad-Reza et Kellner Thierry, « L’Iran dans son contexte régional », *Politique étrangère*, n°3, 2012, pp. 519-531.

Dondelinger Joseph M., « Cultural contradictions of soft power and Islam », *Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. 20, n°1-2, 2008, pp. 37-64.

Droz-Vincent Philippe, « Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient », *Politique étrangère*, n°3, 2011, pp. 495 à 506.

Erdağ Ramazan, « Security Environment and Military Spending of Turkey in the 2000s », *Contemporary Review of the Middle East*, vol. 8, n°1, 2021, pp. 120-139.

Etges Andreas, « All that Glitters is Not Gold: The 1953 Coup against Mohammed Mossadegh in Iran », *Intelligence and National Security*, vol. 26, n°4, 2011, pp. 495-508.

Friederike Louise Barthe, « Un pèlerinage à La Mecque », *Commentaire*, n°4, 2011, pp. 1201-1202.

Ghahremanpour Rahman, « Régionalisme et sécurité nationale en République islamique d’Iran », *Outre-Terre*, n°28, 2011, pp. 347-355.

GÜRPINAR Doğan, « Foreign policy as a contested front of the cultural wars in Turkey: The Middle East and Turkey in the era of the AKP », *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 17, n°65, 2020, pp. 3-21.

Gill Bates et Huang Yanzhong, « Sources and limits of Chinese 'soft power' », *Survival*, vol. 48, n°2, 2006, pp. 17-36.

Grigor Talinn, « Preserving the Antique Modern: Persepolis' 71 », *Future Anterior*, vol. 2, n°1, 2005, pp. 22-29.

Hourcade Bernard, « L'Iran, entre nation, islam et monde », *Études*, tome 402/3, 2005, pp. 309-319.

Jafarpanahi et Mirahmadi, « Elements of the Islamic Republic of Iran's Soft Power with an Islamic Approach », (en persan), *Journal of Political Knowledge*, vol. 4, n°2, 2012, pp. 105-122.

Jisi Wang, Nye Joseph S., Rosecrance Richard, *et al.*, « Hard decisions on soft power: Opportunities and difficulties for Chinese soft power », *Harvard International Review*, vol. 28, 2009, pp. 18-22.

Keenes Ernie, Légaré Gregg et Rioux Jean-François, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, vol. 19, n°1, 1988, pp. 57-80.

Kroenig Matthew, McAdam Melissa et Weber Steven, « Taking Soft Power Seriously », *Comparative Strategy*, vol. 29, n°5, 2010, pp. 412-431.

Leprince Camille, « L'intervention russe en Syrie », *Esprit*, n°5, 2021, pp. 14-18

Lu Yeh-Chung et Wang Hongying, « The conception of soft power and its policy implications: A comparative study of China and Taiwan », *Journal of contemporary China*, vol. 17, n°56, 2008, pp. 425-447.

Mango Andrew, « The Turkish model », *Middle Eastern Studies*, vol. 29, n°4, 1993, pp. 726-757.

Mouline Nabil, « Saudi Arabia: A new religious diplomacy? », *Politique étrangère*, n°1, 2020 pp. 43-55.

Murinson Alexander, « The strategic depth doctrine of Turkish foreign policy », *Middle Eastern Studies*, vol. 42, n°6, 2006, pp. 945-964.

Nye Joseph S., « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, n°1, 2008, pp. 94-109.

Oğuzlu Tarik, « Soft power in Turkish foreign policy », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 61, n°1, 2007, pp. 81-97.

Öniş Ziya et Yılmaz Şuhnaz, « Between Europeanization and Euro-asianism: Foreign policy activism in Turkey during the AKP era », *Turkish Studies*, vol. 10, n°1, 2009, pp. 7-24.

Paradise James F., « China and international harmony: The role of Confucius Institutes in bolstering Beijing's soft power », *Asian survey*, vol. 49, n°4, 2009, pp. 647-669.

Öztürk Ahmet Erdi et Sözeri Semiha, « Diyanet as a Turkish foreign policy tool: Evidence from the Netherlands and Bulgaria », *Politics and Religion*, vol. 11, n°3, pp. 624-648.

Paunic Natalia, « The Rising Shi'a Crescent: Iranian Smart Power and Implications for the Middle East, Central Asia, and the Persian Gulf », *Carleton Review of International Affairs*, vol. 3, 2016, pp. 70-92.

Plakoudas Spyridon, « The Syrian Kurds and the Democratic Union Party: The Outsider in the Syrian War », *Mediterranean Quarterly*, vol. 28, n°1, 2017, pp. 99-116.

Price Monroe, « Iran and the Soft War », *International Journal of Communication*, vol. 6, 2012, pp. 2397–2415.

Rüma İnan, « Turkish foreign policy towards the Balkans: New activism, neo-ottomanism or/so what », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n°4, 2010, pp. 133-140.

Samuel Anne-Tracy et Tabatabai Ariane, « What the Iran-Iraq war tells us about the future of the Iran nuclear deal », *International Security*, vol. 42, n°1, 2017, pp. 152-185.

Schmid Dorothee, « Le golfe, de la géopolitique à la politique tout court », *Politique étrangère*, n°1, 2020, pp. 9-17.

Schoon Eric W., « Building legitimacy: Interactional dynamics and the popular evaluation of the Kurdistan workers' party (PKK) in Turkey », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 28, n°4-5, 2017, pp. 734-754.

Schulz Matthias et Yilmaz Özcan, « Le Moyen-Orient dans les relations internationales : circulations, interdépendances, conflits », *Relations internationales*, n°171, 2017, pp. 3-8.

Sémon Adrien, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, n°3, 2021 pp.70-75.

Sen Elsa Tulin, « Le conflit syrien: un élément perturbateur du mouvement social kurde en Turquie », *Confluences Méditerranée*, n°2, 2021, pp. 195-209.

Stepanova Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, n°2, 2016, pp. 23-35.

Sula İsmail Erkam, « Turkish Foreign Policy in the Early Republican Period: An 'International Society' Approach », *Marmara Üniversitesi Siyasal Bilimler Dergisi*, vol. 9, n°1, pp. 1-16.

Tellier Frédéric, « L'Iran à l'heure du réformisme », *Politique étrangère*, vol. 67, n°3, 2002, pp. 733-748.

Therme Clément, « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n°88, 2014, pp. 113-125.

Therme Clément, « La Russie au Moyen-Orient : entre enjeux géopolitiques et intérêts économiques », *Géoéconomie*, n°76, 2015, pp. 95-108.

Therme Clément, « La stratégie régionale de l'Iran : entre Realpolitik et révolution », *Politique étrangère*, n°1, 2020, pp. 33-42.

Wastnidge Edward, « Pragmatic Politics: Iran, Central Asia and Cultural Foreign Policy », *Central Asia and the Caucasus*, vol. 15, n°4, 2014, pp. 119-130.

Wendt Alexander, « Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, n°2, 1992, pp. 391-425.

Yeşiltaş Murat, « Turkey's Quest for a "New International Order": The Discourse of Civilization and the Politics of Restoration », *Perceptions*, vol. 9, n°4, 2014, pp. 43-76.

Yurk Aleksey V., « Syrian factor in Turkey-NATO relations: A minor barrier or the beginning of the end of bloc solidarity? », *Asia and Africa Today*, n°6, 2021, pp. 20-26.

Contribution à des ouvrages collectifs

Green Jerrold D., « Religion and Countermobilization in the Iranian Revolution », in Myron J. Aronoff (dir.), *Religion and Politics*, New York, Routledge, 1^{ère} éd., 1984, pp. 85-104.

Morgenthau Hans J., « A realist theory of international politics », in Elman Colin et Jensen Michael, *The Realism Reader*, Londres, Routledge, 1^{ère} éd., 2014, pp. 53-59.

Sarmant Thierry, « La Cour de Perse des Achéménides aux Pahlavi », in Battagion Victor et Sarmant Thierry (dir.), *Histoire mondiale des cours : de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Perrin, 2019, pp. 103-107.

Wallon Emmanuel, « Le festival international. Un système relationnel », in Dulphy Anne, Frank Robert, Matard-Bonucci Marie-Anne et Ory Pascal (dir.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berne, Peter Lang AG, 2011, pp. 307-326.

Ouvrages

Ansari Ali M., *The politics of nationalism in modern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 346 p.

Aron Raymond, *Peace and war: a theory of international relations*, Londres, Routledge, 1^{ère} éd., 2003, 846 p.

Buzan Barry, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-cold War Era*, Harlow, Harvester Wheatsheaf, 2^e éd., 1991, 393 p.

Davutoğlu Ahmet, *Strategic Depth: Turkey's International Position*, Istanbul, Küre Yayınları, 2001, 584 p.

Ethier Diane, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 3^e éd., 2006, 274 p.

Rezae Farhad, *Iran's Nuclear Program*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, 282 p.

Telò Mario, *Relations internationales. Une perspective européenne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 3^e éd., 2013, 248 p.

Von Maltzahn Nadia, *The Syria-Iran Axis*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2013, 272 p.

Wendt Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1^{ère} éd., 1999, 450 p.

Articles de presse

Nye Joseph S. *et al.*, « The rise of China's soft power », *Wall Street Journal Asia*, vol. 29, n° 6, 2005, p. 8

Wastnidge Edward, « The Modalities of Iranian Soft Power: From Cultural Diplomacy to Soft War », *Sage Journals*, 24 décembre 2014, disponible à l'adresse suivante : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1111/1467-9256.12084> (consultée le 26 juin 2021).